

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/41995]

4 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de l'Agriculture, l'article D.4 et l'article D.134, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 8^o et 9^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 23 avril 2020;

Vu le rapport du 14 avril 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 67.346/4 du Conseil d'Etat donné, le 18 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de légumes et de chicorée industrielle;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes, modifiée pour la dernière fois par la directive d'exécution (UE) 2020/432 de la Commission du 23 mars 2020 modifiant la directive 2002/55/CE en ce qui concerne la définition des légumes et la liste des genres et espèces figurant à l'article 2, paragraphe 1, point b.

Art. 2. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne de semences de légumes.

Il n'est pas applicable aux semences de légumes dont il est prouvé qu'elles sont destinées à l'exportation vers les pays tiers pour autant que ces semences soient identifiées en ce sens.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o la commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente ou toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non;

2^o les légumes : les plantes des espèces suivantes destinées à la production agricole ou horticole à l'exclusion des usages ornementaux, en ce compris tous les hybrides des espèces et des groupes énumérés ci-dessous :

<i>Allium cepa</i> L.	- Groupe cepa : Oignon, Échalion - Groupe aggregatum : Échalote
<i>Allium fistulosum</i> L.	Ciboule (toutes les variétés)
<i>Allium porrum</i> L.	Poireau (toutes les variétés)
<i>Allium sativum</i> L.	Ail (toutes les variétés)
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Ciboulette (toutes les variétés)
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Cerfeuil (toutes les variétés)
<i>Apium graveolens</i> L.	- Groupe du Céleri - Groupe du Céleri-rave
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge (toutes les variétés)
<i>Beta vulgaris</i> L.	- Groupe de la Betterave potagère (betterave rouge, y compris Cheltenham beet) - Groupe de la Bette (poirée ou carde)
<i>Brassica oleracea</i> L.	- Groupe du Chou frisé - Groupe du Chou-fleur - Groupe du Chou pommé (chou rouge et chou blanc) - Groupe du Choux de Bruxelles - Groupe du Chou-rave - Groupe du Chou de Milan - Groupe du Chou brocoli (types « calabrais » et « à jets ») - Groupe du Chou palmier - Groupe du Chou tronchuda (chou portugais)
<i>Brassica rapa</i> L.	- Groupe du Chou chinois - Groupe du Navet-légume
<i>Capsicum annuum</i> L.	Piment ou poivron (toutes les variétés)
<i>Cichorium endivia</i> L.	Chicorée frisée/Scarole (toutes les variétés)

<i>Cichorium intybus</i> L.	- Groupe de la Chicorée witloof - Groupe de la Chicorée à feuilles (chicorée à larges feuilles ou chicorée italienne) - Groupe de la Chicorée industrielle (racine)
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. Et Nakai	Pastèque (toutes les variétés)
<i>Cucumis melo</i> L.	Melon (toutes les variétés)
<i>Cucumis sativus</i> L.	- Groupe du Concombre - Groupe du Cornichon
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	- Potiron (toutes les variétés)
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courge y compris la citrouille mature et le pâtisson, ou courgette, y compris le pâtisson immature (toutes les variétés)
<i>Cynara cardunculus</i> L.	- Groupe de l'Artichaut - Groupe du Cardon
<i>Daucus carota</i> L.	Carotte et carotte fourragère (toutes les variétés)
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Fenouil - Groupe Azoricum
<i>Lactuca sativa</i> L.	Laitue (toutes les variétés)
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	Tomate (toutes les variétés)
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	- Groupe du Persil à feuilles - Groupe du Persil tubéreux
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Haricot d'Espagne (toutes les variétés)
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	- Groupe du Haricot nain - Groupe du Haricot à rames
<i>Pisum sativum</i> L.	- Groupe du Pois rond - Groupe du Pois ridé - Groupe du Pois mange-tout
<i>Raphanus sativus</i> L.	- Groupe du Radis - Groupe du Radis noir
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhubarbe (toutes les variétés)
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Scorsonère ou salsifi noir (toutes les variétés)
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine (toutes les variétés)
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Epinard (toutes les variétés)
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Mâche (toutes les variétés)
<i>Vicia faba</i> L.	Fève (toutes les variétés)
<i>Zea mays</i> L.	- Groupe du maïs doux - Groupe du maïs à éclater

3° les semences prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

4° les semences de base : les semences,

a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obteneur ou du sélectionneur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase,

b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées »,

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 6, aux conditions fixées aux annexes 1 et 2 pour les semences de base, et

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées;

5° les semences certifiées : les semences,

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui peuvent répondre et qui ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions fixées aux annexes 1 et 2 pour les semences de base,

b) qui sont surtout prévues pour la production de légumes,

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 6, aux conditions fixées aux annexes 1 et 2 pour les semences certifiées,

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées, et

e) qui sont soumises à un contrôle officiel a posteriori effectué par sondage en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétales;

6° les semences standard : les semences,
 a) qui possèdent suffisamment d'identité et de pureté variétales,
 b) qui sont surtout prévues pour la production de légumes,
 c) qui répondent aux conditions de l'annexe 2, et
 d) qui sont soumises à un contrôle officiel effectué a posteriori par sondage en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétales;

7° les dispositions officielles : les dispositions qui émanent de ou sont prises :
 a) par les autorités d'un Etat, ou
 b) par des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un Etat, ou
 c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un Etat, à condition que les personnes mentionnées aux points b) et c) ne recueillent pas un profit particulier du résultat de ces dispositions;

8° les petits emballages CE : les emballages contenant des semences pour un poids net maximal de :
 a) 5 kg pour les légumineuses,
 b) 500 g pour les oignons, cerfeuil, asperges, poirée, betteraves rouges, navets de printemps, navets d'automne, melons d'eau, potirons, courgettes, carottes, radis, scorsonères, épinards, mâches,
 c) 100 g pour toutes les autres espèces de légumes;

9° le pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;
 10° le catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de légumes établi en vertu des articles 16 et 17 de la directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes, ne sont soumis à aucune restriction de commercialisation quant à la variété;

11° les catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière;

12° le Ministre : le Ministre ayant l'agriculture dans ses attributions;

13° le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Concernant le 1°, ne relèvent pas de la commercialisation les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;
 b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation des semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournira au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat devra comporter les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Le Ministre fixe les modalités d'application des présentes dispositions conformément aux décisions de l'Union européenne.

Art. 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut modifier la liste des espèces reprise à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *La certification et la commercialisation*

Art. 5. § 1^{er}. Les semences de chicorée industrielle peuvent être commercialisées uniquement si :

- 1° elles sont officiellement certifiées semences prébase, semences de base ou semences certifiées,
- 2° elles répondent aux conditions prévues à l'annexe 2 du présent arrêté, et
- 3° elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux, ou dans le catalogue commun.

§ 2. Les semences de légumes autres que les semences de chicorée industrielle peuvent être commercialisées uniquement si :

- 1° elles sont officiellement certifiées semences prébase, semences de base, semences certifiées ou semences standard,
- 2° elles répondent aux conditions prévues à l'annexe 2 du présent arrêté, et
- 3° elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux, ou dans le catalogue commun.

§ 3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1^{er}, 1°, et 2, 1°, les semences brutes peuvent être commercialisées pour la transformation, sous réserve que leur identité soit garantie officiellement.

Art. 6. § 1^{er}. En dérogation aux dispositions de l'article 5, § 1^{er}, 2°, et § 2, 2°, les semences prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée, qu'il indique, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant ses nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. En dérogation aux dispositions de l'article 5, § 1^{er}, 2°, et § 2, 2°, dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, les semences de base et les semences certifiées pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées. La certification n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences, et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire.

Le fournisseur garantit la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire. L'indication de cette faculté germinative figure, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 3. Les dispositions reprises aux paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 17 en ce qui concerne la reproduction hors de l'Union européenne.

Art. 7. § 1^{er}. En dérogation aux dispositions de l'article 5, § 1^{er}, 1^o et § 2, 1^o, le directeur du Service peut autoriser :

1^o les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne à commercialiser des petites quantités de semences, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection,

2^o les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne à commercialiser, pour une période limitée, des semences appartenant à une variété pour laquelle une demande d'admission aux catalogues nationaux a été introduite dans au moins un Etat-membre, et pour laquelle des informations techniques spécifiques ont été soumises. A cette fin, sont d'application les dispositions de la décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les États membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes a été présentée.

§ 2. Le Ministre fixe les objectifs pour lesquels l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, est donnée, les dispositions relatives à l'étiquetage des emballages, ainsi que les quantités et les conditions pour lesquelles l'autorisation est accordée.

Art. 8. Le Ministre peut, pour la production indigène, fixer des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses que celles prévues aux annexes 1 et 2, pour la certification des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées.

Art. 9. La description éventuelle requise pour la certification des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

Art. 10. Les semences de prébase, les semences de base, les semences certifiées et les semences standard ne peuvent être commercialisées qu'en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 11 et 12, d'un système de fermeture et d'un marquage.

Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions de l'alinéa 1^{er} pour la commercialisation de petites quantités de ces semences au dernier utilisateur en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture et le marquage.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1^{er}, le Ministre peut autoriser les producteurs wallons à commercialiser de petits emballages de mélanges de semences standard de plusieurs variétés de la même espèce. Dans ce cas, l'espèce et les règles relatives à la taille maximale des petits emballages ainsi que les exigences d'étiquetage sont définies conformément aux décisions de l'Union européenne.

Art. 11. § 1^{er}. Les emballages des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées, à l'exception des petits emballages CE de semences certifiées, sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel, de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 12, § 1^{er}, ni l'emballage ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Les mesures prévues à l'alinéa 2 ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

§ 2. Lorsqu'il s'agit de emballages fermés officiellement, il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas il est également fait mention sur l'étiquette prévue à l'article 12, § 1^{er}, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectué.

§ 3. Les emballages de semences standard et les petits emballages de semences certifiées sont fermés de façon qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette prévue aux articles 12, § 2, ni l'emballage ne montrent de traces de manipulation. Ils sont également, à l'exception des petits emballages, munis d'un plomb ou d'une fermeture équivalente apposée par le responsable de l'apposition des étiquettes.

Dans le cas des petits emballages de la catégorie semences certifiées, il ne peut être procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures que sous contrôle officiel.

§ 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut autoriser des dérogations aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 pour les petits emballages de semences de base, fermés sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 12. § 1^{er}. Les emballages des semences de base et des semences certifiées, dans la mesure où les semences de cette dernière catégorie ne se présentent pas sous forme de petits emballages CE,

1^o sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle qui n'a pas encore été utilisée, qui est conforme aux conditions fixées à l'annexe 4, partie A, et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne;

2^o contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette et reproduisant au moins les indications fixées pour l'étiquette à l'annexe IV, partie A, point a), 4 à 7.

Concernant le 1^o, pour les emballages transparents, l'étiquette peut figurer à l'intérieur lorsqu'elle est lisible à travers l'emballage. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base et bleue pour les semences certifiées.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel.

Si dans le cas prévu à l'article 6, les semences de base ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe 2 quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisée.

Conformément aux décisions de l'Union européenne, il peut être autorisé, sous contrôle officiel, d'apposer sur l'emballage les indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette.

Concernant le 2^o, la notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, l'étiquette figure à l'intérieure d'un emballage transparent ou lorsqu'une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable est utilisée.

§ 2. Les emballages de semences standard et les petits emballages CE de semences de la catégorie semences certifiées sont munis, conformément aux indications de l'annexe 4, partie B, d'une étiquette du fournisseur ou d'une inscription imprimée ou d'un cachet rédigé dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est bleue pour les semences certifiées et jaune foncé pour les semences standard.

Sauf dans le cas des petits emballages CE de semences standard, les informations prescrites ou autorisées par le présent paragraphe sont clairement séparées de toute autre information figurant sur l'étiquette ou l'emballage, y compris celles prévues à l'article 13.

§ 3. Pour les variétés qui sont notoirement connues le 1^{er} juillet 1970, il est permis en outre de faire mention sur l'étiquette d'une sélection conservatrice donnée. Il est interdit de se référer à des propriétés particulières qui seraient en relation avec la sélection conservatrice. Cette référence suit la dénomination variétale, dont elle est clairement séparée, de préférence par un tiret. Elle ne ressort pas davantage que la dénomination variétale. Toute intention de faire une sélection conservatrice est communiquée au Service.

§ 4. Conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut autoriser des dérogations aux dispositions du paragraphe 1^{er} pour les petits emballages de semences de base et de semences certifiées, fermés sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 13. § 1^{er}. Dans tous les cas différents de ceux prévus par cet arrêté, les emballages de semences de base, de semences certifiées de toute nature ou de semences standard portent une étiquette du fournisseur, qui peut être distincte de l'étiquette officielle ou prendre la forme des informations des fournisseurs, imprimées sur l'emballage proprement dit.

Les indications à faire figurer sur une telle étiquette sont fixées conformément aux décisions de l'Union européenne.

§ 2. Dans le cas de semences de base et de semences certifiées, l'étiquette ou l'impression visée au paragraphe 1^{er} sont rédigées de manière à ne pas pouvoir être confondues avec l'étiquette officielle visée à l'article 12, § 1^{er}.

Art. 14. Les emballages de semences prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle portant au minimum les indications reprises à l'annexe 4, point A, ainsi que le nombre de générations précédant les semences de la catégorie semences certifiées.

L'étiquette officielle est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet. Si dans le cas prévu à l'article 6, § 2, les semences ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe 2 quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

Art. 15. Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, en vertu des dispositions du présent arrêté, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée.

Art. 16. Tout traitement chimique des semences de base, des semences certifiées ou des semences standard est mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci. Pour les petits emballages CE, ces mentions peuvent figurer directement sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

Art. 17. § 1^{er}. Les semences de légumes qui proviennent directement de semences de base ou de semences certifiées officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats-membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 18, ou qui proviennent directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat-membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et qui ont été récoltées dans un autre Etat-membre peuvent, sur demande et sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, être officiellement certifiées comme semences certifiées dans chaque Etat-membre si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions fixées à l'annexe 1, pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe 2, pour la même catégorie, ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de reproduction antérieures aux semences de base, le Service peut autoriser aussi la certification officielle comme semences de base, si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de légumes qui ont été récoltées dans l'Union européenne et qui sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} :

1° sont emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 11, § 1^{er};

2° sont accompagnés d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, point C.

§ 3. Les semences de légumes qui proviennent directement de semences de base ou de semences certifiées officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats-membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 18, § 1^{er}, ou qui proviennent directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat-membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et qui ont été récoltées dans un pays tiers, peuvent, sur demande être officiellement certifiées comme semences certifiées dans chaque Etat-membre dans lequel les semences de base ont été soit produites soit officiellement certifiées, si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence à l'article 18, § 1^{er}, pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe 2, pour la même catégorie, ont été respectées.

Art. 18. § 1^{er}. Les semences de légumes, autres que les semences prébase, récoltées dans un pays non membre de l'Union européenne peuvent être commercialisées si le Conseil a constaté au préalable que ces semences offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences de base, aux semences certifiées ou aux semences standard récoltées à l'intérieur de l'Union européenne et, conformes aux dispositions du présent arrêté.

En outre, les conditions particulières prévues, le cas échéant, par l'Union européenne, doivent être remplies.

§ 2. Les dispositions reprises au paragraphe 1^{er} sont également applicables :

1° aux semences prébase, étant entendu que ces semences ne peuvent être commercialisées que si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat-membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer aux dispositions de la directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes.

Art. 19. § 1^{er}. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base, semences certifiées ou semences standard dans l'Union européenne, ne pouvant être résolue autrement, le directeur du Service peut, conformément aux décisions de la Commission européenne, admettre à la commercialisation, pour une période déterminée, sur tout le territoire de l'Union européenne, dans les quantités requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement, des semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences d'une variété ne figurant pas au catalogue commun ou aux catalogues nationaux des variétés.

§ 2. Pour une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle ou l'étiquette du fournisseur est celle prévue pour la catégorie correspondante.

Pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés au paragraphe 1^{er}, l'étiquette est de couleur marron.

L'étiquette indique dans tous les cas que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant à des exigences moins strictes.

Art. 20. Le Ministre peut abroger, compléter ou modifier les annexes au présent arrêté, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, en ce compris pour des raisons d'évolution des connaissances scientifiques ou techniques.

CHAPITRE III. — *Le contrôle*

Art. 21. Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences indigènes. Ce contrôle comprend :

- 1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production de semences;
- 2° le contrôle des cultures sur pied;
- 3° le contrôle des produits récoltés lors du transport, de la réception, du stockage, de la préparation et du conditionnement;
- 4° l'examen dans les laboratoires;
- 5° le contrôle de l'exécution des fermetures officielles et de l'apposition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 19;
- 6° le contrôle des échantillonnages et des examens réalisés sous contrôles officiels tels que prévus à l'article 5.

Le Service est également chargé du contrôle des semences comme indiqué à l'article 6, § 3.

Le contrôle n'implique pour le Service aucune responsabilité spécifique pouvant donner lieu à des dommages-intérêts.

Art. 22. Les examens officiels des semences sont effectués selon des méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Art. 23. § 1^{er}. Lorsque les examens sous contrôle officiel visés à l'article 4, § 1^{er}, 4°, d), et 5°, d), sont effectués, les conditions suivantes sont respectées :

- 1° les inspecteurs :
 - a) possèdent les qualifications techniques nécessaires;
 - b) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;
 - c) sont officiellement agréés par le directeur du Service, cet agrément comportant soit une prestation de serment soit la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;
 - d) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;
- 2° la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel a posteriori, dont les résultats ont été satisfaisants;
- 3° une proportion des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels;
- 4° une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel a posteriori et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;
- 5° le Service applique des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives lorsqu'un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels.

La proportion visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, est d'au moins cinq pour cent.

Les sanctions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, c). Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 2. Au cours de l'examen des semences pour la certification, des échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel selon des méthodes internationales en usage, ou à défaut selon les méthodes fixées par le Ministre. Toutefois, le prélèvement d'échantillons aux fins de contrôles en application de l'article 25 est effectué officiellement.

Les présentes dispositions s'appliquent également lorsque des échantillons de semences standard sont prélevés pour des contrôles a posteriori.

Au cours des examens des semences pour la certification et du contrôle a posteriori, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes. Le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont repris à l'annexe 3. Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Lorsque le prélèvement de semences est effectué sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées :

1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux points 2°, 3° et 4°;

2° les échantillonneurs possèdent la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels;

3° les échantillonneurs de semences sont :

a) des personnes physiques indépendantes;

b) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent par la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences, ou

c) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation des semences;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service;

5° aux fins du contrôle visé au § 2, alinéa 4, 4°, une proportion des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels;

6° le Service compare les échantillons de semences prélevés officiellement avec ceux du même lot de semences prélevé sous contrôle officiel;

7° le Service applique des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives lorsqu'un échantillonneur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels;

8° conformément aux décisions de l'Union européenne, le Ministre peut prendre d'autres mesures applicables à la pratique des échantillonnages de semences sous contrôle officiel.

Concernant l'alinéa 4, 3°, c), un échantillonneur ne peut prélever des échantillons que sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service.

Concernant l'alinéa 4, 4°, en cas d'échantillonnage automatique, il y a lieu d'appliquer les procédures appropriées, lesquelles font l'objet d'un contrôle officiel.

Concernant l'alinéa 4, 5°, la proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de cinq pour cent au moins. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique.

Concernant l'alinéa 4, 7°, les sanctions peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

§ 3. Les examens officiels de semences ou les examens sous contrôle officiel visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, d), et 5°, d), sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Les essais de semences sous contrôle officiel répondent aux conditions suivantes :

1° ils sont effectués par les laboratoires d'essai de semences agréés à cet effet par le Service selon les conditions prévues aux 2° à 4°;

2° le laboratoire chargé d'essais de semences :

a) dispose d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'essai de semences;

b) dispose d'analyste(s) de semences ayant la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analyses officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels;

c) est installé dans des locaux et doté d'un équipement officiellement considéré par le Service comme satisfaisant aux fins de l'essai des semences, dans le champ d'application de l'autorisation;

d) procède aux essais de semences conformément aux méthodes internationales en vigueur;

3° le laboratoire chargé des essais de semences est :

a) un laboratoire indépendant, ou

b) un laboratoire appartenant à une entreprise semencière;

4° les activités d'essai des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle approprié du Service;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion déterminée des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle sous forme d'un essai officiel des semences;

6° le directeur du Service applique des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives lorsqu'un laboratoire d'essais de semences officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels.

Concernant l'alinéa 2, 3°, b), le laboratoire peut effectuer des essais de semences uniquement sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service.

Concernant l'alinéa 2, 5°, la proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification; et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Cette proportion est de cinq pour cent au moins.

Concernant l'alinéa 2, 6°, les sanctions peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au point 1°. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Art. 24. Le Ministre établit dans un règlement de contrôle et de certification des semences de légumes :

1° les procédures et les définitions concernant le contrôle visé à l'article 21;

2° les conditions à satisfaire par les personnes physiques ou morales pour être habilitées à introduire une demande pour des cultures destinées à la production des semences et à soumettre des produits récoltés aux contrôles cités en l'article 21.

Art. 25. § 1^{er}. Des contrôles officiels sont effectués au moyen des échantillons pris par sondage, au cours de la commercialisation, afin de vérifier la conformité des semences de légumes et de chicorée industrielle conformément à la réglementation européenne.

§ 2. Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, le Ministre prend toutes les mesures nécessaires afin que les indications suivantes lui soient fournies lors de la commercialisation, en quantités supérieures à deux kilos, de semences importées de pays tiers :

1° l'espèce;

2° la variété;

3° la catégorie;

4° le pays de production et le service de contrôle officiel;

5° le pays d'exportation;

6° l'importateur;

7° la quantité de semences.

Art. 26. § 1^{er}. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, selon les prescriptions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer des conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, au minimum, en ce qui concerne :

a) les races primitives et les variétés qui sont traditionnellement cultivées dans des localités et régions particulières et qui sont menacées d'érosion génétique, sans préjudice des dispositions du règlement (CE)n°1467/94 du Conseil du 20 juin 1994 concernant la conservation, la caractérisation, la collecte et l'utilisation des ressources génétiques en agriculture;

b) les variétés sans valeur intrinsèque pour une production végétale commerciale mais mises au point pour être cultivées dans des conditions particulières;

c) les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1^{er} de la directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions particulières visées au paragraphe 1^{er}, 2°, comprennent les points suivants :

1° dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 2°, a), les races primitives et variétés sont admises conformément aux dispositions du présent arrêté;

2° dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, 2°, a) et b), des restrictions quantitatives appropriées.

Concernant le 2°, en particulier les résultats d'essais non officiels et les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la reproduction ainsi que de l'utilisation et les descriptions détaillées des variétés et les dénominations qui s'y rapportent, notifiées au Service, sont pris en considération et, s'ils sont concluants, dispensent de l'examen officiel. Une fois admise, cette race primitive ou cette variété figure en tant que « variété de conservation dans le catalogue commun ».

Art. 27. Les poids minima mentionnés à l'annexe 3, 2, ne sont pas applicables aux prélèvements d'échantillons qui sont effectués exclusivement en vue du contrôle par sondage de la faculté germinative des semences qui sont commercialisées.

Art. 28. Sauf possibilité de dispulcation, sont responsables que les semences de légumes et les semences de chicorée industrielle soient conformes aux dispositions du présent arrêté :

1° s'il s'agit d'une étiquette prévue à l'annexe 4, A :

a) la personne pour le compte de laquelle le service de certification a effectué la première fermeture officielle ou l'importateur, si cette étiquette porte le nom d'un service de certification étranger; si toutefois les emballages ont subi à l'intérieur du pays une nouvelle fermeture officielle;

b) la personne pour le compte de laquelle la dernière fermeture officielle a été effectuée, est responsable pour ce qui concerne la faculté germinative;

2° s'il s'agit d'une étiquette prévue à l'annexe 4, B, la personne dont le nom figure sur l'étiquette ou l'importateur si cette étiquette porte le nom d'un fournisseur étranger;

3° le propriétaire ou le détenteur, dans les autres cas.

La responsabilité des personnes mentionnées aux points 1° et 2° est toutefois dérogée lorsque les emballages ont été ouverts, autrement que pour subir une nouvelle fermeture officielle ou lorsqu'il est établi, après enquête, que par faute de l'acheteur-détenteur, le produit ne se trouve plus dans un état normal de bonne conservation ou a perdu sa faculté germinative initiale.

Art. 29. Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues portent les indications prescrites, selon le cas, à l'annexe 4, A, a), 5, 6 et 7, ou à l'annexe 4, B, a, 4, 5 et 6.

Art. 30. Les préparateurs, importateurs et vendeurs conservent la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier qui suit leur date, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

Art. 31. S'il a été constaté à plusieurs reprises, lors de contrôles a posteriori effectués en culture, que les semences d'une variété n'ont pas répondu suffisamment aux conditions prévues pour l'identité ou la pureté variétales, le Service peut interdire la commercialisation de ces semences au responsable de leur commercialisation de manière totale, partielle ou pour une période déterminée.

Les mesures prises en application de l'alinéa 1^{er} sont annulées dès qu'il est établi avec suffisamment de certitude que les semences destinées à la commercialisation répondront à l'avenir aux conditions prévues concernant l'identité et la pureté variétales.

Art. 32. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément au titre 13 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 33. L'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle, modifié par les arrêtés ministériels du 6 juin 2007, du 16 avril 2010, du 3 février 2014, et du 12 août 2016, est abrogé.

Art. 34. L'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de légumes et de chicorée industrielle, reste d'application jusqu'à ce qu'il soit explicitement remplacé.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2020.

Art. 36. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 1

CONDITIONS POUR LA CERTIFICATION QUANT À LA CULTURE

1. La culture possède suffisamment d'identité et de pureté variétales.
2. Pour les semences de base, il est procédé à au moins une inspection officielle sur pied. Pour les semences certifiées, il est procédé à au moins une inspection sur pied contrôlée officiellement par sondages sur au moins 20% des cultures de chaque espèce.
3. L'état cultural du champ de production et l'état de développement de la culture permettent un contrôle suffisant de l'identité et de la pureté variétales ainsi que de l'état sanitaire.
4. Les distances minimales par rapport à des cultures voisines pouvant entraîner une pollinisation étrangère indésirable sont les suivantes :

<i>A. Beta vulgaris</i>	
1. Par rapport à toute source pollinique du genre <i>Beta</i> non incluse ci-dessous	1000 mètres
2. Par rapport à des sources de pollen de variétés de la même sous-espèce appartenant au même groupe de variétés :	
a) pour les semences de base	1000 mètres
b) pour les semences certifiées	600 mètres
3. par rapport à des sources de pollen de variétés de la même sous-espèce appartenant au même groupe de variétés :	
a) pour les semences de base	600 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
<i>B. Espèces de Brassica</i>	
1. Par rapport à des sources de pollen étranger susceptible de provoquer une détérioration sérieuse dans les variétés des espèces de <i>Brassica</i> :	
a) pour les semences de base	1000 mètres
b) pour les semences certifiées	600 mètres
Par rapport à d'autres sources de pollen étranger susceptible de se croiser avec des variétés des espèces de <i>Brassica</i> :	
a) pour les semences de base	500 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
<i>C. Chicorée industrielle</i>	
1. Par rapport à d'autres espèces de mêmes genres ou sous-espèces	1000 mètres
2. Par rapport à d'autres variétés de chicorée industrielle :	
a) pour les semences de base	600 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
<i>D. Autres espèces</i>	
1. Par rapport à des sources de pollen étranger susceptible de provoquer une détérioration sérieuse dans les variétés d'autres espèces résultant de la pollinisation croisée :	
a) pour les semences de base	500 mètres
b) pour les semences certifiées	300 mètres
2. Par rapport à d'autres sources de pollen étranger susceptible de se croiser avec des variétés d'autres espèces résultant de la pollinisation croisée :	
a) pour les semences de base	300 mètres
b) pour les semences certifiées	100 mètres
Ces distances peuvent ne pas être respectées lorsqu'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère	

5. La culture est pratiquement exempte d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation et la qualité des matériels de multiplication.

La culture satisfait également aux prescriptions concernant les organismes de quarantaine de l'Union, les organismes de quarantaine de zone protégée et les organismes réglementés non de quarantaine, ci-après dénommés «ORNQ», prévues dans les actes d'exécution adoptés en application du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n° 652/2014 et (UE) n° 1143/2014 et abrogeant les directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE, ainsi qu'aux mesures adoptées en application de l'article 30, paragraphe 1, dudit règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 2020 relatif à la commercialisation des semences de légumes.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 2

CONDITIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES SEMENCES

1. Les semences possèdent suffisamment d'identité et de pureté variétales.
2. Les semences sont pratiquement exemptes d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation et la qualité des matériels de multiplication.
Les semences satisfont également aux prescriptions concernant les organismes de quarantaine de l'Union, les organismes de quarantaine de zone protégée et les ORNQ prévues dans les actes d'exécution adoptés en application du règlement (UE) 2016/2031, ainsi qu'aux mesures adoptées en application de l'article 30, paragraphe 1, dudit règlement.
3. Les semences répondent, en outre, aux conditions suivantes :
 - a) Normes

Espèces	Pureté minimale spécifique (% du poids)	Teneur maximale en graines d'autres espèces de plantes (% du poids)	Faculté germinative minimale (% des semences pures ou des glomérules)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium fistulosum</i>	97	0,5	65
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Allium sativum</i>	97	0,5	65
<i>Allium schoenoprasum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Asparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Groupe de la Betterave potagère)	97	0,5	50 (glomérules)
<i>Beta vulgaris</i> (autre que du Groupe de la Betterave potagère)	97	0,5	70 (glomérules)
<i>Brassica oleracea</i> (Groupe du Chou fleur)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> (autres que du Groupe du Chou-fleur)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Groupe du Chou chinois)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Groupe du Navet-légume)	97	1	80
<i>Caspium annuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Groupe de la Chicorée witloof, Groupe de la Chicorée à feuilles)	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Groupe de la Chicorée industrielle (racine))	97	1	80
<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65

<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Solanum lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Rheum rhabarbarum</i>	97	0,5	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80
<i>Zea mays</i>	98	0,1	85

b) La présence d'ORNQ sur les semences de légumes ne dépasse pas, au moins sur la base d'une inspection visuelle, les seuils respectifs fixés dans le tableau suivant:

Bactéries		
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Genre ou espèce des semences de légumes	Seuil pour la présence de l'ORNQ sur les semences de légumes
<i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis et al. [CORBMI]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Vauterin et al. [XANTPH]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas euvesicatoria</i> Jones et al. [XANTEU]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas fuscans</i> subsp. <i>fuscans</i> Schaad et al. [XANTFF]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas gardneri</i> (ex Šutić 1957) Jones et al [XANTGA]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas perforans</i> Jones et al. [XANTPF]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas vesicatoria</i> (ex Doidge) Vauterin et al. [XANTVE]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
Insectes et acariens		
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Genre ou espèce des semences de légumes	Seuil pour la présence de l'ORNQ sur les semences de légumes
<i>Acanthoscelides obtectus</i> (Say) [ACANOB]	<i>Phaseolus coccineus</i> L., <i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Bruchus pisorum</i> (Linnaeus) [BRCHPI]	<i>Pisum sativum</i> L.	0 %
<i>Bruchus rufimanus</i> Boheman [BRCHRU]	<i>Vicia faba</i> L.	0 %

Nématodes		
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Genre ou espèce des semences de légumes	Seuil pour la présence de l'ORNQ sur les semences de légumes
<i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kuehn) Filipjev [DITYDI]	<i>Allium cepa</i> L., <i>Allium porrum</i> L.	0 %
Virus, viroïdes, maladies apparentées aux viroses et phytoplasmes		
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Genre ou espèce des semences de légumes	Seuil pour la présence de l'ORNQ sur les semences de légumes
Virus de la mosaïque du pépino [PEPMV0]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
Viroïde du tubercule en fuseau de la pomme de terre [PSTVD0]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %

c) Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il y est fait référence dans le tableau figurant au point a) : dans le cas de certaines variétés de *Zea mays* (maïs doux, types, super-sweet), la faculté germinative minimale requise est réduite à 80% des semences pures. L'étiquette officielle ou l'étiquette du fournisseur, selon le cas, porte la mention « Faculté germinative minimale 80 % ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 2020 relatif à la commercialisation des semences de légumes.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 3

POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

1. Poids maximal d'un lot de semences :	
a) semences de <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> et <i>Vicia faba</i>	30 tonnes
b) semences de dimension égale ou supérieure à celles des grains de blé, autres que <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> et <i>Vicia faba</i>	20 tonnes
c) semences de dimension inférieure à celle des grains de blé	10 tonnes
Le poids maximal d'un lot ne peut être dépassé de plus de 5%	
2. Poids minimal d'un échantillon	
Espèce	Poids (en g)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium fistulosum</i>	15
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Allium sativum</i>	20
<i>Allium schoenoprasum</i>	15
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Asparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspium anuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (Groupe de la Chicorée witloof, Groupe de la Chicorée à feuilles)	15
<i>Cichorium intybus</i> (Groupe de la Chicorée industrielle (racine))	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Solanum lycopersicum L.</i>	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Rheum rhabarbarum</i>	135
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianelle locusta</i>	20
<i>Vici faba</i>	1000
<i>Zea mays</i>	1000

Pour les variétés hybrides F-1 des espèces précitées, le poids minimal de l'échantillon peut être réduit jusqu'à un quart du poids fixé. Toutefois, l'échantillon a au moins un poids de 5 g et comprendre au moins 400 graines.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 2020 relatif à la commercialisation des semences de légumes.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 4

ETIQUETTE

A. Etiquettes officielles (semences de base et semences certifiées, à l'exclusion des petits emballages)*I. Indications prescrites :*

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
3. Numéro d'ordre attribué officiellement
4. - Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé..... (mois et année) »;
ou - Mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné..... (mois et année) ».
5. Numéro de référence du lot.
6. Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
7. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
8. Catégorie.
9. Pays de production.
10. Poids net ou brut déclaré, ou nombre déclaré de graines pures.
11. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.
12. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées inbred :
 - pour les semences de base, pour lesquelles l'hybride ou la lignée inbred à laquelle appartiennent les semences a été officiellement admis aux termes du présent arrêté : le nom de ce composant, sous lequel il a été officiellement admis avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées inbred destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »,
 - pour les autres semences de base : le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle) et accompagné du mot « composant »,
 - pour les semences certifiées : le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences de base accompagné du mot « hybride ».
13. Dans le cas où la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée...(mois et année) » peuvent être indiqués.

II. Dimensions minimales :

110 mm x 67 mm.

B. Etiquette du fournisseur ou inscription sur l'emballage (semences standard et petits emballages de la catégorie « semences certifiées »)*I. Indications prescrites :*

1. « Règles et normes CE » ;
2. Nom et adresse du responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification ;
3. Campagne de la fermeture ou du dernier examen de la faculté germinative. La fin de cette campagne peut être indiquée ;
4. Espèce indiquée au moins en caractères latins ;
5. Variété indiquée au moins en caractères latins ;
6. Catégorie pour les petits emballages ; les semences certifiées peuvent être marquées des lettres « C » ou « Z » et les semences standard peuvent être marquées des lettres « ST ».
7. Numéro de référence donné par le responsable de l'apposition des étiquettes- pour les semences standard ;
8. Numéro de référence permettant d'identifier le lot certifié- pour les semences certifiées ;
9. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré de graines pures à l'exception des petits emballages jusqu'à 500 grammes ;
10. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

II. Dimensions minimales de l'étiquette (à l'exclusion des petits emballages)

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 2020 relatif à la commercialisation des semences de légumes.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 5

ETIQUETTE ET DOCUMENT PRÉVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON-CERTIFIÉES DÉFINITIVEMENT ET RÉCOLTÉES DANS UN AUTRES ETAT-MEMBRES

A. Indications à apporter sur l'étiquette

- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leurs sigles.
- Numéro d'ordre attribué officiellement
- Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Poids net ou brut déclaré.
- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

B. Couleur de l'étiquette :

L'étiquette est de couleur grise.

C. Indication devant figurer dans le document :

- Autorité délivrant le document.
- Numéro d'ordre attribué officiellement
- Espèce, indiquée au moins en caractères latins, sous sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, ou sous son nom commun ou sous les deux.
- Variété, indiquée au moins en caractères latins.
- Catégorie.
- Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification.
- Numéro de référence du champ ou du lot.
- Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document.
- Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages
- Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées.
- Attestation qu'ont été remplies les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent.
- Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juin 2020 relatif à la commercialisation des semences de légumes.

Namur, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/41995]

4. JUNI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4 und Artikel D.134 Absatz 1 Ziffern 2, 3, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 23. April 2020;

Aufgrund des Berichts vom 14. April 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 18. Mai 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 67.346/4;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut, zuletzt geändert durch die Durchführungsrichtlinie (EU) 2020/432 der Kommission vom 23. März 2020 zur Änderung der Richtlinie 2002/55/EG des Rates hinsichtlich der Begriffsbestimmung von Gemüse sowie der Liste der Gattungen und Arten in Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe b, teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Saatgut von Gemüse innerhalb der Europäischen Union.

Sie gilt nicht für Gemüsesaatgut, das nachweislich zur Ausfuhr nach dritten Ländern bestimmt ist, vorausgesetzt, dieses Saatgut ist diesbezüglich identifiziert.

Art. 3 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf oder jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung;

2° Gemüse: Pflanzen der folgenden Arten, die zur landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugung - ausgenommen Zierzwecke - bestimmt sind, einschließlich der Hybriden der nachstehend angeführten Gattungen und Gruppen:

<i>Allium cepa</i> L.	- Cepa-Gruppe: Zwiebel, Echalion - Aggregatum-Gruppe: Schalotte
<i>Allium fistulosum</i> L.	Winterheckenzwiebel (alle Sorten)
<i>Allium porrum</i> L.	Porree (alle Sorten)
<i>Allium sativum</i> L.	Knoblauch (alle Sorten)
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Schnittlauch (alle Sorten)
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kerbel (alle Sorten)
<i>Apium graveolens</i> L.	- Sellerie-Gruppe - Knollensellerie-Gruppe
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Spargel (alle Sorten)
<i>Beta vulgaris</i> L.	- Rote Rüben-Gruppe (Rote Rübe oder Rote Bete) - Blattmangold-Gruppe (Mangold)
<i>Brassica oleracea</i> L.	- Grünkohl-Gruppe - Blumenkohl- oder Karfiol-Gruppe - Capitata-Gruppe (Rotkohl und Weißkohl) - Rosenkohl- oder Kohlsprossen-Gruppe - Kohlrabi-Gruppe - Wirsing- oder Wirsingkohl-Gruppe - Brokkoli-Gruppe - Palmkohl-Gruppe - Tronchuda-Gruppe (portugiesischer Kohl)
<i>Brassica rapa</i> L.	- Chinakohl-Gruppe - Herbstrüben-, Mairüben- oder Stoppelrüben-Gruppe
<i>Capsicum annuum</i> L.	Chili oder Paprika oder Pfefferoni (alle Sorten)
<i>Cichorium endivia</i> L.	Endivie (alle Sorten)

<i>Cichorium intybus</i> L.	- Chicorée- oder Zichorie-Gruppe - Blattzichorie-Gruppe (gewöhnliche Blattzichorie oder Gemüsezichorie) - Wurzelzichorie- oder Industriezichorie-Gruppe
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. Et Nakai	Wassermelone (alle Sorten)
<i>Cucumis melo</i> L.	Melone oder Zuckermelone (alle Sorten)
<i>Cucumis sativus</i> L.	- Gurken- oder Salatgurken-Gruppe - Einlegegurken-Gruppe
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	- Riesen Kürbis (alle Sorten)
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Gartenkürbis, einschließlich reifer Gartenkürbis, und Patisson oder Zucchini, einschließlich unreifer Patisson (alle Sorten)
<i>Cynara cardunculus</i> L.	- Artischocken-Gruppe - Cardy- oder Kardonenartischocken-Gruppe
<i>Daucus carota</i> L.	(Karotte oder Möhre oder Futtermöhre (alle Sorten))
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Fenchel - Azoricum-Gruppe
<i>Lactuca sativa</i> L.	Salat (alle Sorten)
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	Tomate (alle Sorten)
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	- Blatt-Petersilien-Gruppe - Wurzelpetersilien-Gruppe
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Prunkbohne oder Feuerbohne (alle Sorten)
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	- Buschbohnen-Gruppe - Stangenbohnen-Gruppe
<i>Pisum sativum</i> L.	- Schalerbsen-Gruppe - Markerbsen oder Runzelerbsen-Gruppe - Zuckererbsen-Gruppe
<i>Raphanus sativus</i> L.	- Radieschen-Gruppe - Rettich-Gruppe
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhabarber (alle Sorten)
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schwarzwurzel (alle Sorten)
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine oder Eierfrucht (alle Sorten)
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinat (alle Sorten)
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Rapunzel- oder Feldsalat oder Vogersalat (alle Sorten)
<i>Vicia faba</i> L.	Dicke Bohne oder Puffbohne (alle Sorten)
<i>Zea mays</i> L.	- Zuckermais-Gruppe - Puffmais-Gruppe

3° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist;

4° Basissaatgut: Samen,

a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut,

b) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" bestimmt ist,

c) der vorbehaltlich von Artikel 6 die Voraussetzungen der Anhänge I und II für Basissaatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anlage 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

5° Zertifiziertes Saatgut: Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt, das die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllen kann und diese in amtlicher Prüfung erfüllt hat,

b) der vorwiegend zur Erzeugung von Gemüse bestimmt ist,

c) der vorbehaltlich von Artikel 6 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt,

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind und

e) der einer stichprobenweisen amtlichen Nachkontrolle hinsichtlich seiner Sortenechtheit und Sortenreinheit unterworfen ist;

6° Standardsaatgut: Samen,

a) der ausreichend sortenecht und sortenrein ist,

b) der vorwiegend zur Erzeugung von Gemüse bestimmt ist,

c) der die Voraussetzungen des Anhangs 2 erfüllt und

d) der einer stichprobenweisen amtlichen Nachkontrolle hinsichtlich seiner Sortenechtheit und Sortenreinheit unterworfen ist;

7° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, die ausgehen von oder durchgeführt werden:

a) durch die Behörden eines Staates, oder

b) durch juristische Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die unter der Verantwortung eines Staates handeln, oder

c) bei Hilfstätigkeiten durch unter der Überwachung eines Staates handelnde vereidigte natürliche Personen, unter der Bedingung, dass die unter den Punkten b) und c) angeführten Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben;

8° Kleinpackungen EG: Packungen bis zu einem Nettogewicht des Saatguts von

a) 5 kg für Hülsenfrüchte,

b) 500 g für Zwiebeln, Kerbel, Spargel, Mangold, Rote Rüben, Mai- und Herbstrüben, Wassermelone, Riesenkürbis, Gartenspeisekürbis, Möhren, Radieschen, Rettich, Schwarzwurzeln, Spinat und Feldsalat,

c) 100 g für alle übrigen Gemüsearten;

9° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

10° Gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für Gemüsearten, deren Saatgut nach Artikel 16 und 17 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut keiner Verkehrsbeschränkung hinsichtlich der Sorte unterliegt;

11° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten, festgelegt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich;

12° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

13° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt.

Betreffend Ziffer 1 gilt nicht als Inverkehrbringen der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Anerkennungsstelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten zu den vorliegenden Bestimmungen nach den Entscheidungen der Europäischen Union fest.

Art. 4 - Gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen kann der Minister die Liste der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 aufgeführten Arten abzuändern.

Die jeweiligen Sortentypen einschließlich der Komponenten, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, können durch den Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Europäischen Union besonders beschrieben und festgelegt werden.

KAPITEL II — Die Anerkennung und das Inverkehrbringen

Art. 5 - § 1. Saatgut von Wurzelzichorie darf nur in den Verkehr gebracht werden, wenn:

1° es als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" amtlich anerkannt worden ist,

2° es die Voraussetzungen des Anhangs 2 des vorliegenden Erlasses erfüllt und

3° die einer Sorte angehören, die in dem nationalen Sortenkatalog oder dem gemeinsamen Sortenkatalog angeführt ist.

§ 2. Gemüsesaatgut mit Ausnahme von Saatgut von Wurzelzichorie darf nur in den Verkehr gebracht werden, wenn:

1° es als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut", "Zertifiziertes Saatgut" oder "Standardsaatgut" amtlich anerkannt worden ist,

2° es die Voraussetzungen des Anhangs 2 des vorliegenden Erlasses erfüllt und

3° die einer Sorte angehören, die in dem nationalen Sortenkatalog oder dem gemeinsamen Sortenkatalog angeführt ist.

§ 3. Unbeschadet der Bestimmungen von § 1 Ziffer 1 und § 2 Ziffer 1 Artikel 20 Absätze 1 und 2 darf nicht aufbereitetes Saatgut zur Aufbereitung in den Verkehr gebracht werden, sofern die Identität dieses Saatguts amtlich gewährleistet ist.

Art. 6 - § 1. Abweichend von den in Artikel 5 § 1 Ziffer 2 und § 2 Ziffer 2 aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Abweichend von den in Artikel 5 § 1 Ziffer 2 und § 2 Ziffer 2 aufgeführten Bestimmungen kann Saatgut der Kategorien "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut" bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Einhaltung der Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden. Die Anerkennung erfolgt nur gegen Vorlage einer vorläufigen Analyse des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers.

Der Lieferant gewährleistet die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 17 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen von § 1 und § 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

Art. 7 - § 1. Abweichend von den in Artikel 5 § 1 Ziffer 2 und § 2 Ziffer 2 aufgeführten Bestimmungen kann der Direktor der Dienststelle:

1° den auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen Erzeugern die Genehmigung erteilen, kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche oder für Zuchtzwecke in den Verkehr zu bringen,

2° den auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen Erzeugern die Genehmigung erteilen, für einen begrenzten Zeitraum Saatgut einer Sorte in den Verkehr zu bringen, für die ein Antrag auf Aufnahme in die nationalen Kataloge in mindestens einem Mitgliedstaat gestellt wurde und für die die spezifischen technischen Informationen vorgelegt wurden. Diesbezüglich sind die Bestimmungen der Entscheidung 2004/842/EG der Kommission vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in den einzelstaatlichen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, anwendbar.

§ 2. Der Minister legt die Zielsetzungen, für die die in Paragraph 1 Ziffer 1 genannte Genehmigung erteilt wird, die Bestimmungen über die Kennzeichnung der Verpackungen sowie die Mengen und Voraussetzungen, für die die Genehmigung erteilt wird, fest.

Art. 8 - Der Minister kann für die einheimische Produktion im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des zertifizierten Saatguts zusätzliche Bedingungen festlegen oder Bedingungen, die strenger sind als jene, die in Anhang 1 und 2 angeführt werden.

Art. 9 - Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag des Saatzüchters geheim gehalten.

Art. 10 - Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertes Saatgut und Standardsaatgut dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 11 und 12 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

Der Minister kann für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Ausnahmen von Absatz 1 hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

Abweichend von Absatz 1 kann der Minister den wallonischen Erzeugern gestatten, Kleinpackungen mit Mischungen von Standardsaatgut mehrere Sorten der gleichen Art in den Verkehr zu bringen. Die Sorten, für die diese Bestimmung gilt, sowie die Höchstgröße der Kleinpackungen und die Etikettierungsanforderungen werden nach den Entscheidungen der Europäischen Union festgelegt.

Art. 11 - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, Basissaatgut und Zertifiziertem Saatgut soweit sich Saatgut der letztgenannten Kategorie nicht in Kleinpackungen EG befindet, werden amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Artikel 12 § 1 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Die in Absatz 2 erwähnten Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems jedoch entbehrlich.

§ 2. Handelt es sich um amtlich verschlossene Verpackungen darf eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 12 § 1 vorgesehenen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Packungen mit Standardsaatgut und Kleinpackungen mit Zertifiziertem Saatgut werden so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Artikel 12 § 1 vorgesehene Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Sie werden außerdem - mit Ausnahme von Kleinpackungen - durch den für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen mit einer Plombe oder einer gleichwertigen Verschlusssicherung versehen.

Bei Kleinpackungen der Kategorie Zertifiziertes Saatgut darf eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung nur unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden.

§ 4. Nach den Entscheidungen der Europäischen Union kann der Minister für auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen mit Basissaatgut Ausnahmen von den § 1 und 2 vorsehen.

Art. 12 - § 1. Packungen mit Basissaatgut und mit Zertifiziertem Saatgut, soweit sich Saatgut der letztgenannten Kategorie nicht in Kleinpackungen EG befindet,

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen des Anhangs 4 Teil A entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind;

2° enthalten einen amtlichen Vermerk in der Farbe des Etiketts, der mindestens die für dieses Etikett in Anhang IV Teil A Buchstabe a) Ziffern 4 bis 7 vorgesehenen Angaben enthält.

Betreffend Ziffer 1 kann das Etikett bei Klarsichtpackungen im Innern enthalten sein, wenn es durch die Verpackung hindurch lesbar ist. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut und blau bei Zertifiziertem Saatgut.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlusssicherung gesichert.

Wenn im Falle des Artikels 6 Basissaatgut die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen kann die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Packung in unverwischbarer Farbe nach dem Muster des Etiketts unter amtlicher Überwachung gestattet werden.

Betreffend Ziffer 2 ist der Vermerk so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Paragraph 1 Absatz 2 das Etikett im Innern einer Klarsichtpackung enthalten ist oder ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 2. Packungen von Standardsaatgut und Kleinpackungen EG der Kategorie Zertifiziertes Saatgut werden gemäß Anhang 4 Teil B entweder mit einem Etikett des Lieferanten oder mit einer gedruckten oder gestempelten Aufschrift in einer der Amtssprachen der Europäischen Union versehen. Die Farbe des Etiketts ist blau bei Zertifiziertem Saatgut und dunkelgelb bei Standardsaatgut.

Außer im Fall von Kleinpackungen EG von Standardsaatgut sind die im Rahmen des vorliegenden Paragrafen vorgeschriebenen oder zulässigen Angaben von jeder anderen Angabe auf dem Etikett oder der Packung, auch von den Angaben gemäß Artikel 13, klar zu trennen.

§ 3. Im Falle von Sorten, die am 1. Juli 1970 allgemein bekannt waren, kann das Etikett auch einen Hinweis auf eine bestimmte Erhaltungszüchtung tragen. Hinweise auf besondere, mit einer solchen Erhaltungszüchtung möglicherweise zusammenhängende Eigenschaften sind untersagt. Ein derartiger Hinweis muss der Sortenbezeichnung nachgestellt und von dieser vorzugsweise mit einem Schrägstrich klar getrennt werden. Er darf nicht auffälliger als die Sortenbezeichnung sein. Jede Absicht, auf eine Erhaltungszüchtung hinzuweisen, wird der Dienststelle mitgeteilt.

§ 4. Nach den Entscheidungen der Europäischen Union kann der Minister für auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossenen Kleinpackungen mit Basissaatgut und mit Zertifiziertem Saatgut Ausnahmen von den § 1 vorsehen.

Art. 13 - § 1. In allen anderen als den in diesem Erlass vorgesehenen Fällen tragen Packungen von Basissaatgut, Zertifiziertem Saatgut aller Art oder Standardsaatgut ein Etikett des Lieferanten. Dabei kann es sich um ein vom amtlichen Etikett gesondertes Etikett handeln oder um Angaben des Lieferanten, die auf der Packung selbst aufgedruckt sind.

Die auf diesem Etikett anzugebenden Einzelheiten werden ebenfalls nach dem in den Beschlüssen der Europäischen Union bestimmten Verfahren festgelegt.

§ 2. Bei Basissaatgut und Zertifiziertem Saatgut ist das Etikett oder der in Paragraph 1 genannte Aufdruck so beschaffen, dass es/er mit dem in Artikel 12 § 1 genannten amtlichen Etikett nicht verwechselt werden kann.

Art. 14 - Packungen von Vorstufensaatgut sind außen mit einem amtlichen Etikett versehen, das mindestens die in Anhang 4 Teil A angeführten Angaben umfasst sowie die Anzahl der dem Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" vorhergehenden Generationen.

Das amtliche Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich. Wenn im Falle des Artikels 6 § 2 das Saatgut die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Art. 15 - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen Begleitpapier, das gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein.

Art. 16 - Jegliche chemische Behandlung von Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut oder Standardsaatgut wird entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt. Bei Kleinpackungen EG kann dies unmittelbar auf oder in der Packung vermerkt werden.

Art. 17 - § 1. Gemüsesaatgut, das unmittelbar von Basissaatgut oder Zertifiziertem Saatgut stammt, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 18 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut gewonnen wurde, und in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde, kann auf Antrag und unbeschadet der übrigen Bestimmungen dieses Erlasses in jedem Mitgliedstaat als Zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt werden, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen gemäß Anhang I für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen des Anhangs 2 für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann die Dienststelle, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, auch die amtliche Anerkennung als Basissaatgut zulassen.

§ 2. Gemüsesaatgut, das in der Europäischen Union geerntet wurde und zur Anerkennung nach Paragraph 1 bestimmt ist, muss

1° gemäß Artikel 1 § 1 abgepackt und mit einem amtlichen Etikett nach Anhang V Teile A und B versehen werden und

2° von einer amtlichen Bescheinigung nach Anlage 5 Teil C begleitet sein.

§ 3. Gemüsesaatgut, das unmittelbar von Basissaatgut oder Zertifiziertem Saatgut stammt, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 18 § 1 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut gewonnen wurde, und in einem dritten Land geerntet wurde, kann auf Antrag in dem Mitgliedstaat, in dem das Basissaatgut entweder erzeugt oder amtlich anerkannt wurde, als Zertifiziertes Saatgut amtlich anerkannt werden, wenn dieses Saatgut einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den in einer Gleichstellungsentscheidung nach Artikel 18 § 1 vorgesehenen Voraussetzungen für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen des Anhangs 2 für diese Kategorie erfüllt sind.

Art. 18 - § 1. Gemüsesaatgut mit Ausnahme von Vorstufensaatgut, das in einem Land geerntet wurde, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, kann in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat vorab festgestellt hat, dass dieses Saatgut hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Basissaatgut, dem Zertifizierten Saatgut oder dem Standardsaatgut gleichsteht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen dieses Erlasses entspricht.

Darüber hinaus müssen die gegebenenfalls von der Europäischen Union festgelegten besonderen Bedingungen erfüllt werden.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraph 1 gelten auch:

1° für Vorstufensaatgut, wobei dieses Saatgut nur in den Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichwertigkeit für Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° für das in jede neuen Mitgliedstaat für die Zeit von seinem Beitritt bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er die erforderlichen Rechts- oder Verwaltungsvorschriften in Kraft setzen muss, um den Bestimmungen der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut nachzukommen, geerntete Saatgut.

Art. 19 - § 1. Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut oder Standardsaatgut in der Europäischen Union kann der Direktor der Dienststelle gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen für einen festgelegten Zeitraum in der gesamten Europäischen Union das Inverkehrbringen der zur Beseitigung der Versorgungsschwierigkeiten erforderlichen Mengen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche nicht im Gemeinsamen Katalog oder in den nationalen Sortenkatalogen aufgeführt ist, genehmigen.

§ 2. Für die Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte ist als amtliches Etikett oder Lieferantenetikett das für die entsprechende Kategorie vorgesehene Etikett zu verwenden.

Bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das amtliche Etikett braun.

Auf dem Etikett ist anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

Art. 20 - Der Minister kann die Anhänge zu diesem Erlass gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen aufheben, ergänzen oder abändern, einschließlich auf Grund der Entwicklung der wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnisse.

KAPITEL III — Kontrolle

Art. 21 - Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des erzeugten einheimischen Saatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Laboruntersuchung;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 und 19 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Probenahmen und der Prüfungen, die unter amtlicher Kontrolle gemäß Artikel 5 durchgeführt werden.

Die Dienststelle ist auch für die Kontrolle von Saatgut gemäß Artikel 6 § 3 zuständig.

Die Kontrolle zieht für die Dienststelle keine besondere Verantwortung nach sich, die zu Schadenersatz führen könnte.

Art. 22 - Die amtlichen Saatgutprüfungen werden nach international üblichen Methoden durchgeführt, oder falls solche Methoden nicht bestehen, nach durch den Minister festgelegten Methoden.

Art. 23 - § 1. Bei der amtlich überwachten Prüfung gemäß Artikel 4 § 1 4° d) und 5° d), müssen folgende Anforderungen erfüllt sein:

1° Die Inspektoren:

a) besitzen die notwendige fachliche Befähigung;

b) haben im Zusammenhang mit den Besichtigungen kein Gewinninteresse;

c) werden durch den Direktor der Dienststelle amtlich zugelassen, wobei diese Zulassung entweder eine Eidesleistung umfasst, oder die Unterzeichnung einer schriftlichen Erklärung, mit der sie sich verpflichten, die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln einzuhalten;

d) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

2° Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

3° Ein Teil der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden.

4° Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

5° Die Dienststelle wendet wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafen an, wenn ein amtlich zugelassener Inspektor vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt.

Der in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Teil beträgt wenigstens 5 %.

Die in § 1 Absatz 1 Ziffer 5 genannten Strafen können zum Entzug der in § 1 Absatz 1 Ziffer 1 c) genannten Zulassung führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des geprüften Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

§ 2. Bei der Prüfung des Saatguts zur Anerkennung werden Proben amtlich oder unter amtlicher Überwachung nach international üblichen Methoden durchgeführt, oder falls solche Methoden nicht bestehen, nach durch den Minister festgelegten Methoden gezogen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 25 sind jedoch amtlich zu ziehen.

Diese Vorschriften sind auch anwendbar, wenn Proben von Standardsaatgut zur Nachkontrolle amtlich gezogen werden.

Bei der Prüfung des Saatguts zur Anerkennung und bei der Nachkontrolle von Saatgut werden die Proben aus homogenen Partien gezogen. <0) Das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe sind in Anhang 3 angegeben. Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

Erfolgt die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Überwachung, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird nach Maßgabe der Ziffern 2°, 3° und 4° von Saatgutprobennehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Saatgutprobennehmer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probennehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen;

3° Saatgutprobennehmer müssen sein:

- a) unabhängige natürliche Personen,
- b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder
- c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen.

4° Die Tätigkeit von Saatgutprobennehmern wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht;

5° Die Überwachung gemäß Ziffer 2 umfasst eine Kontrollbeprobung eines Anteils der im Rahmen dieses Versuchs zur amtlichen Anerkennung eingereichten Saatgutpartien durch amtliche Saatgutprobennehmer;

6° Die Dienststelle vergleicht die amtlich gezogenen Saatgutproben mit den Proben, die unter amtlicher Aufsicht aus derselben Saatgutpartie gezogen wurden;

7° Die Dienststelle wendet wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafen an, wenn ein amtlich zugelassener Probennehmer vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt;

8° gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen ist der Minister befugt, andere auf die unter amtlicher Überwachung durchgeführte Saatgutprobenahme anwendbare Maßnahmen zu treffen.

Betreffend Absatz 4 Ziffer 3 kann ein Saatgutprobennehmer nur die für seinen Arbeitgeber erzeugten Partien beproben, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

Betreffend Absatz 4 Ziffer 4 sind bei automatischer Probenahme geeignete Verfahren einzuhalten und amtlich zu überwachen.

Betreffend Absatz 4 Ziffer 5 wird dieser Anteil in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Anteil beträgt mindestens 5 %. Diese Kontrollbeprobungen sind nicht auf die automatische Probenahme anwendbar.

Betreffend Absatz 4 Ziffer 7 können die Strafen bis zum Entzug der in Ziffer 1 erwähnten Zulassung führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des beprobten Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

§ 3. Die amtliche Saatgutprüfung oder die amtlich überwachte Prüfung nach Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 d) und Ziffer 5 d) werden nach international üblichen Methoden durchgeführt, oder falls solche Methoden nicht bestehen, nach durch den Minister festgelegten Methoden.

Die Saatgutprüfung unter amtlicher Überwachung muss folgende Voraussetzungen erfüllen:

1° sie wird nach Maßgabe der Ziffern 2 und 4 von Saatgutprüflabors durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor:

a) beschäftigt einen leitenden Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die erforderlichen Fachkenntnisse für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt;

b) beschäftigt einen oder mehrere Saatgutprüfer, die die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen haben;

c) verfügt über die Räumlichkeiten und Geräte, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Untersuchung von Saatgut geeignet sind;

d) führt die Saatgutprüfung nach den international üblichen Verfahren durch;

3° Das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor:

a) ein unabhängiges Labor oder

b) das Labor eines Saatgutunternehmens sein;

4° Die Tätigkeit des Prüflabors wird durch die Dienststelle angemessen überwacht;

5° Zum Zwecke der Überwachung gemäß Ziffer 4 wird ein Prozentanteil der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Prüfung gegengeprüft;

6° Der Direktor der Dienststelle wendet wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafen an, wenn ein amtlich zugelassenes Saatgutprüflabor vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt.

Betreffend Absatz 2 Ziffer 3 b) darf das Labor nur Saatgutpartien untersuchen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde.

Betreffend Absatz 2 Ziffer 5 wird dieser Prozentsatz in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Der Anteil beträgt mindestens 5%.

Betreffend Absatz 2 Ziffer 6 können die Strafen bis zum Entzug der in Ziffer 1 erwähnten Zulassung führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des geprüften Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Art. 24 - Der Minister legt in einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Gemüsesaatgut folgendes fest:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 21 angeführten Kontrollen;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits geerntete Erzeugnisse der in Artikel 21 angeführten Kontrolle zu unterwerfen.

Art. 25 - § 1. Das Gemüsesaatgut und das Saatgut von Wurzelzichorie werden während des Inverkehrbringens mindestens durch Stichproben amtlich geprüft, damit sichergestellt ist, dass sie der Europäischen Regelung entsprechen.

§ 2. Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union trifft der Minister alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass beim Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Angaben gemacht werden:

- 1° Art;
- 2° Sorte;
- 3° Kategorie;
- 4° Erzeugerland und amtliche Kontrollbehörde;
- 5° Versandland;
- 6° Einführer;
- 7° Saatgutmenge.

Art. 26 - § 1. Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

1° für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;

2° für das Inverkehrbringen von Saatgut in Bezug auf die Erhaltung in situ und nachhaltige Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen, zumindest in Bezug auf:

a) Landsorten und Sorten, die herkömmlicherweise an bestimmten Orten und in bestimmten Gebieten angebaut werden und von genetischer Erosion bedroht sind, unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1467/94 des Rates vom 20. Juni 1994 über die Erhaltung, Beschreibung, Sammlung und Nutzung der genetischen Ressourcen der Landwirtschaft(8) zu berücksichtigen;

b) Sorten, die an sich ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, aber für den Anbau unter besonderen Bedingungen gezüchtet werden;

c) Saatgutmischungen von Arten, die auch in Artikel 1 der Richtlinie 2002/53/EG(10) aufgeführten Arten enthalten und mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;

3° für das Inverkehrbringen von für den ökologischen Landbau geeignetem Saatgut.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß Paragraph 1 Ziffer 2 umfassen insbesondere folgende Punkte:

1° Im Fall von Paragraph 2 Ziffer 2 Buchstabe a werden solche Landsorten und Sorten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Erlasses zugelassen;

2° im Fall von Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstaben a und b geeignete mengenmäßige Beschränkungen.

Betreffend Ziffer 2 werden dabei insbesondere die Ergebnisse nicht amtlicher Prüfungen sowie Erkenntnisse, die aufgrund praktischer Erfahrung während des Anbaus, der Vermehrung und Nutzung gewonnen wurden, sowie die ausführlichen Beschreibungen der Sorten und ihre entsprechenden Bezeichnungen, wie sie der Dienststelle mitgeteilt wurden, berücksichtigt, die, wenn sie ausreichend sind, zu einer Freistellung von der vorgeschriebenen amtlichen Prüfung führen. Nach ihrer Zulassung wird eine solche Landsorte oder Sorte im gemeinschaftlichen Sortenkatalog als "Erhaltungssorte" aufgeführt;

Art. 27 - Die in Anhang 3 Ziffer 2 erwähnten Mindestgewichte sind nicht anwendbar auf die Probenahmen, die ausschließlich zwecks der stichprobenweisen Prüfung der Keimfähigkeit des Saatgutes, die in Verkehr gebracht werden, durchgeführt werden.

Art. 28 - Außer der Möglichkeit einer Entlastung werden folgende Personen dafür verantwortlich, dass das Gemüsesaat und das Saat von Wurzelzichorie den Bestimmungen dieses Erlasses entsprechen:

1° wenn es sich um ein in Anhang 4 A vorgesehene Etikett handelt:

a) die Person, auf deren Rechnung die Anerkennungsstelle die erste amtliche Verschließung durchgeführt hat oder der Einführer, wenn dieses Etikett den Namen einer ausländischen Anerkennungsstelle trägt, wenn die Packungen jedoch innerhalb des Landes erneut amtlich verschlossen worden sind;

b) die Person, auf deren Rechnung die letzte amtliche Verschließung vorgenommen wurde, ist verantwortlich für die Keimfähigkeit;

2° wenn es sich um ein in Anhang 4 B vorgesehene Etikett handelt, die Person, deren Name auf dem Etikett steht oder der Einführer, wenn dieses Etikett den Namen eines ausländischen Lieferanten trägt;

3° der Eigentümer oder der Halter in den anderen Fällen.

Die in den Ziffern 1 und 2 erwähnten Personen werden jedoch von ihrer Verantwortlichkeit befreit, wenn die Packungen geöffnet worden sind, anders als um erneut amtlich verschlossen zu werden, oder wenn nach Untersuchung festgestellt wird, dass das Erzeugnis sich durch den Schuld vom Käufer-Halter nicht mehr in einem normalen Erhaltungszustand befindet oder seine ursprüngliche Keimfähigkeit verloren hat.

Art. 29 - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in Anhang 4, A, a) 5, 6 und 7 oder in der Anlage 4, B, a), 4, 5, und 6 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

Art. 30 - Die Aufbereiter, Importeure und Verkäufer bewahren die Ankaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung und die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres nach dem Datum des jeweiligen Dokuments auf, um sie den für die Überwachung der Anwendung dieses Erlasses zuständigen Bediensteten der Dienststelle auf Verlangen in den Räumlichkeiten der Dienststelle vorlegen zu können.

Art. 31 - Wird beim Nachkontrollanbau wiederholt festgestellt, dass Saatgut einer Sorte die Anforderungen an die Sortenechtheit oder an die Sortenreinheit nicht ausreichend erfüllt hat, so kann die Dienststelle dem für das Inverkehrbringen des Saatguts Verantwortlichen den Vertrieb dieses Saatguts ganz oder teilweise und gegebenenfalls für einen bestimmten Zeitabschnitt untersagen.

Die in Anwendung von Absatz 1 durchgeführten Maßnahmen werden aufgehoben, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass das für den Vertrieb bestimmte Saatgut künftig die Anforderungen an die Sortenechtheit und Sortenreinheit erfüllen wird.

Art. 32 - Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 33 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 6. Juni 2007, 16. April 2010, 3. Februar 2014 und 12. August 2016 wird aufgehoben.

Art. 34 - Der Ministerielle Erlass vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie bleibt anwendbar, bis er ausdrücklich ersetzt wird.

Art. 35 - Der vorliegende Erlass tritt am 30. Juni 2020 in Kraft.

Art. 36 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang 1

VORAUSSETZUNGEN FÜR DIE ANERKENNUNG HINSICHTLICH DES BESTANDES

1. Der Bestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein.
2. Es findet bei Basissaatgut mindestens eine amtliche Feldbesichtigung statt. Bei Zertifiziertem Saatgut erfolgt mindestens eine Feldbesichtigung, die stichprobenweise bei mindestens 20 % der Bestände je Art amtlich überwacht wird.
3. Der Kulturzustand der Vermehrungsfläche und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Kontrolle der Sortenechtheit und der Sortenreinheit sowie des Gesundheitszustands.
4. Die Mindestentfernungen zu benachbarten Beständen, die zu einer unerwünschten Fremdbestäubung führen können, betragen bei:

<i>A. Beta vulgaris</i>	
1. zu allen nachstehend nicht genannten Pollenquellen der Gattung <i>Beta</i>	1000 Meter
2. Pollenquellen von Sorten derselben Unterart, die zur selben Sortengruppe gehören:	
a) für Basissaatgut	1000 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	600 Meter
3. Pollenquellen von Sorten derselben Unterart, die auch zur selben Sortengruppe gehören:	
a) für Basissaatgut	600 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	300 Meter
<i>B. Brassica</i> -Arten	
1. zu Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten der <i>Brassica</i> -Arten schwerwiegende Beeinträchtigungen herbeiführen können:	
a) für Basissaatgut	1000 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	600 Meter
zu anderen Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten von <i>Brassica</i> -Arten einkreuzen können:	
a) für Basissaatgut	500 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	300 Meter
<i>C. Wurzelzichorie</i>	
1. von anderen Arten derselben Gattung oder Unterarten	1000 Meter
2. von einer anderen Sorte Wurzelzichorie:	
a) für Basissaatgut	600 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	300 Meter
<i>D. Andere Arten</i>	
1. zu Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten anderer fremdbestäubender Arten schwerwiegende Beeinträchtigungen herbeiführen können:	
a) für Basissaatgut	500 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	300 Meter
2. zu anderen Quellen von fremden Pollen, die bei Sorten anderer fremdbestäubender Arten einkreuzen können:	
a) für Basissaatgut	300 Meter
b) für Zertifiziertes Saatgut	100 Meter
Diese Entfernungen brauchen nicht eingehalten zu werden, sofern eine ausreichende Abschirmung gegen eine unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden ist.	

5. Der Bestand ist praktisch frei von Schädlingen, die den Gebrauchswert und die Qualität des Vermehrungsguts herabsetzen.
Der Bestand steht außerdem im Einklang mit den Anforderungen in Bezug auf Unionsquarantäneschädlinge, Schutzgebiet-Quarantäneschädlinge und geregelte Nicht-Quarantäneschädlinge (nachstehend RNQPs) in den gemäß der Verordnung (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2016 über Maßnahmen zum Schutz vor Pflanzenschädlingen, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 228/2013, (EU) Nr. 652/2014 und (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinien 69/464/EWG, 74/647/EWG, 93/85/EWG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG und 2007/33/EG des Rates erlassenen Durchführungsrechtsakten sowie mit den nach Artikel 30 § 1 der genannten Verordnung erlassenen Maßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 2020 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Anhang 2

ANFORDERUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

1. Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein.
2. Das Saatgut ist praktisch frei von Schädlingen, die den Gebrauchswert und die Qualität des Vermehrungsguts herabsetzen.
Das Saatgut steht außerdem im Einklang mit den Anforderungen in Bezug auf Unionsquarantäneschädlinge, Schutzgebiet-Quarantäneschädlinge und RNQPs in den gemäß der Verordnung (EU) 2016/2031 erlassenen Durchführungsrechtsakten sowie mit den nach Artikel 30 § 1 der genannten Verordnung erlassenen Maßnahmen.
3. Das Saatgut genügt folgenden weiteren Anforderungen:
 - a) Normen:

Arten	Technische Mindestreinheit (in % des Gewichts)	Höchstanteil an Körnern anderer Pflanzenarten (in % des Gewichts)	Mindestkeimfähigkeit (in % der reinen Körner oder Knäuel)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium fistulosum</i>	97	0,5	65
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Allium sativum</i>	97	0,5	65
<i>Allium schoenoprasum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Sparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Cheltenham beet)	97	0,5	50 (Knäuel)
<i>Beta vulgaris</i> (andere als Cheltenham beet) <	97	0,5	70 (Knäuel)
<i>Brassica oleracea</i> (Blumenkohl)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> . (außer Blumenkohl)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Chinakohl-Gruppe)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Herbstrüben-, Mairüben- oder Stoppelrüben-Gruppe)	97	1	80
<i>Caspicum annuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Chicorée- oder Zichorie-Gruppe, Blattzichorie-Gruppe)	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Wurzelzichorie- oder Industriezichorie-Gruppe)	97	1	80
<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80

<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65
<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Solanum lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Rheum rhabarbarum</i>	97	0,5	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80
<i>Zea mays</i>	98	0,1	85

b) Das Auftreten von RNQPs auf Gemüsesaatgut überschreitet zumindest dem Augenschein nach nicht die jeweiligen in der folgenden Tabelle aufgeführten Schwellenwerte:

Bakterien		
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Gattung oder Art von Gemüsesaatgut	Schwellenwert für das Auftreten von RNQPs auf dem Gemüsesaatgut
<i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis et al. [CORBMI]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Vauterin et al. [XANTPH]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas euvesicatoria</i> Jones et al. [XANTEU]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas fuscans</i> subsp. <i>fuscans</i> Schaad et al. [XANTFF]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas gardneri</i> (ex Šutič 1957) Jones et al [XANTGA]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas perforans</i> Jones et al. [XANTPF]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas vesicatoria</i> (ex Doidge) Vauterin et al. [XANTVE]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
Insekten und Milben		
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Gattung oder Art von Gemüsesaatgut	Schwellenwert für das Auftreten von RNQPs auf dem Gemüsesaatgut
<i>Acanthoscelides obtectus</i> (Say) [ACANOB]	<i>Phaseolus coccineus</i> L., <i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Bruchus pisorum</i> (Linnaeus) [BRCHPI]	<i>Pisum sativum</i> L.	0 %
<i>Bruchus rufimanus</i> Boheman [BRCHRU]	<i>Vicia faba</i> L.	0 %

Nematoden		
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Gattung oder Art von Gemüsesaatgut	Schwellenwert für das Auftreten von RNQPs auf dem Gemüsesaatgut
<i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kuehn) <i>Filipjev</i> [DITYDI]	<i>Allium cepa</i> L., <i>Allium porrum</i> L.	0 %
Viren, Viroide, virusähnliche Krankheiten und Phytoplasmen		
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Gattung oder Art von Gemüsesaatgut	Schwellenwert für das Auftreten von RNQPs auf dem Gemüsesaatgut
Pepino mosaic virus [PEPMV0]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
Potato spindle tuber viroid [PSTVD0]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %

c) Weitere Normen oder Anforderungen, die dann gelten, wenn darauf in der Tabelle in Punkt a) Bezug genommen wird: Bei Sorten von *Zea mays* (betrifft Zuckermais "super sweet") beträgt die erforderliche Mindestkeimfähigkeit nur 80 % der reinen Körner. Das amtliche Etikett bzw. gegebenenfalls das Etikett des Lieferanten wird mit dem Hinweis "Mindestkeimfähigkeit 80 %" versehen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 2020 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut beigelegt zu werden.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Anhang 3

GEWICHT DER PARTIEN UND PROBEN

1. Höchstgewicht einer Partie Saatgut:	
a) Samen von <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> und <i>Vicia faba</i>	30 Tonnen
b) Samen von der Größe der Weizenkörner und größer, ausgenommen Samen von <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> und <i>Vicia faba</i>	20 Tonnen
c) Samen, die kleiner sind als Weizenkörner	10 Tonnen
Das Höchstgewicht einer Partie Saatgut darf nicht um mehr als 5 % überschritten werden	
2. Mindestgewicht einer Probe	
Art	Gewicht (in Gramm)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium fistulosum</i>	15
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Allium sativum</i>	20
<i>Allium schoenoprasum</i>	15
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Sparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspicum annuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (Chicorée- oder Zichorie-Gruppe, Blattzichorie-Gruppe)	15
<i>Cichorium intybus</i> (Wurzelzichorie- oder Industriezichorie-Gruppe)	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Rheum rhabarbarum</i>	135
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianella locusta</i>	20
<i>Vicia faba</i>	1000
<i>Zea mays</i>	1000

Bei F-1-Hybridsorten der vorgenannten Arten kann das Mindestgewicht der Probe bis auf ein Viertel des angegebenen Gewichts herabgesetzt werden. Die Probe muss jedoch mindestens ein Gewicht von 5 g haben und mindestens 400 Körner enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 2020 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Anhang 4

ETIKETT

A. Amtliches Etikett (Basissaatgut und Zertifiziertes Saatgut, mit Ausnahme von Kleinpackungen)*I. Vorgeschriebene Angaben:*

1. " EG-Norm";
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen;
3. Amtlich zugeteilte laufende Nummer;
4. - Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk "Verschließung... (Monat und Jahr)", oder - Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk: "Probenahme..." (Monat und Jahr)";
5. Bezugsnummer der Partie;
6. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen;
7. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
8. Kategorie;
9. Erzeugerland;
10. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der reinen Körner;
11. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht;
12. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:
 - für Basissaatgut, bei dem die Einfachhybride oder Inzuchtlinie, der das Basissaatgut angehört, gemäß dieses Erlasses amtlich zugelassen worden ist: Bezeichnung der Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz "Komponente",
 - für Basissaatgut in anderen Fällen: Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männliche oder weibliche Komponente), mit dem Zusatz "Komponente",
 - für Zertifiziertes Saatgut: Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit dem Zusatz "Hybrid".
13. Wenn mindestens die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde, können die Worte „erneut geprüft ... (Monat und Jahr) angegeben werden.

II. Mindestgröße:

110 mm x 67 mm.

Lieferantenetikett oder Aufschrift auf der Packung (Standardsaatgut und Kleinpackungen der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut")*I. Vorgeschriebene Angaben:*

1. " EG-Norm";
2. Name und Anschrift des für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen oder sein Zeichen;
3. Wirtschaftsjahr der Verschließung oder der letzten Prüfung der Keimfähigkeit; das Ende dieses Wirtschaftsjahres kann angegeben werden;
4. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
5. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
6. Kategorie; bei Kleinpackungen kann Zertifiziertes Saatgut mit dem Buchstaben "C" oder "Z", Standardsaatgut mit den Buchstaben "St" gekennzeichnet werden;
7. Die von dem für die Anbringung der Etiketten Verantwortlichen festgelegte Bezugsnummer bei Standardsaatgut;
8. Bezugsnummer, die ein Zurückgreifen auf die anerkannte Partie ermöglicht bei Zertifiziertem Saatgut;
9. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der reinen Körper ausgenommen Kleinpackungen bis zu 500 g;
10. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

II. Mindestgröße des Etiketts (mit Ausnahme von Kleinpackungen)

110 mm x 67 mm.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 2020 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Anhang 5

ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ANERKANNTES SAATGUT,
DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE**A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben**

- Für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.
- Amtlich zugeteilte laufende Nummer.
- Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen.
- Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
- Kategorie.
- Kennnummer des Feldes oder der Partie.
- Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht.
- Die Worte "Noch nicht anerkanntes Saatgut".

B. Etikettfarbe:

Das Etikett ist grau.

C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:

- Ausstellende Behörde.
- Amtlich zugeteilte laufende Nummer.
- Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren) oder der landesüblichen Bezeichnung oder beider Bezeichnungen.
- Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
- Kategorie.
- Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben.
- Kennnummer des Feldes oder der Partie.
- Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt.
- Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen.
- Bei Zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut.
- Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat.
- Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 2020 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juni 2020

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/41995]

4 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen

De Waalse Regering,

Gelet op het Landbouwwetboek, artikel D.4 en artikel D.134, lid 1, 2°, 3°, 8° en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid van 23 april 2020;

Gelet op het rapport van 14 april 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 67.346/4 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van zaaizaden van groenten en van cichorei voor de industrie;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad, laatst gewijzigd bij Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2020/432 van de Commissie van 23 maart 2020 tot wijziging van Richtlijn 2002/55/EG van de Raad wat de definitie van groenten en de lijst van geslachten en soorten in artikel 2, lid 1, onder b), betreft, wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2. Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen van groentezaad binnen de Europese Unie.

Het is niet van toepassing op groentezaad waarvan is aangetoond dat het bestemd is voor uitvoer naar derde landen indien het als dusdanig wordt geïdentificeerd.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° in de handel brengen: de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding;

2° groenten: de planten van de volgende soorten bestemd voor de landbouw- of tuinbouwproductie, onder uitsluiting van gebruik als sierplanten, met inbegrip van hybriden van alle soorten en groepen hieronder vernoemd:

<i>Allium cepa</i> L.	- Cepa Groep: Ui, echalion - Aggregatum Groep: Sjalot
<i>Allium fistulosum</i> L.	Stengelui (alle rassen)
<i>Allium porrum</i> L.	Prei (alle rassen)
<i>Allium sativum</i> L.	Knoflook (alle rassen)
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Bieslook (alle rassen)
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kervel (alle rassen)
<i>Apium graveolens</i> L.	- Bleekselderij Groep - Knolselderij Groep
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge (alle rassen)
<i>Beta vulgaris</i> L.	- Rode Biet Groep (Rode biet, inclusief Cheltenham beet) - Snijbiet Groep (Snijbiet)
<i>Brassica oleracea</i> L.	- Boerenkool Groep - Bloemkool Groep - Wittekool Groep (Rodekool en Wittekool) - Spruitjes Groep - Knolraap Groep - Savoiekiekool Groep - Broccoli Groep (Calabrese- en ontkiemingstype) - Palmkool Groep - Tronchuda-groep (Portugese kool)
<i>Brassica rapa</i> L.	- Chinese Kool Groep - Knolraap Groep
<i>Capsicum annuum</i> L.	Paprika of Spaanse peper (alle rassen)
<i>Cichorium endivia</i> L.	(Krulandijvie/Andijvie) (alle rassen)
<i>Cichorium intybus</i> L.	- Witlof Groep - Bladcichorei Groep - Industriële Cichorei Groep (Wortelcichorei)

<i>Citrullus lanatus</i> (Thumb.) Matsum. Et Nakai	Watermeloen (alle rassen)
<i>Cucumis melo</i> L.	Meloen (alle rassen)
<i>Cucumis sativus</i> L.	- Komkommer Groep - Augurk Groep
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	- Pompoen (alle rassen)
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette, met inbegrip van rijpe pompoen en al dan niet rijpe patissons (alle rassen)
<i>Cynara cardunculus</i> L.	- Artisjok Groep - Kardoen Groep
<i>Daucus carota</i> L.	Wortel en voederwortel (alle rassen)
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	- Knolvenkel/venkel - Azoricum Groep
<i>Lactuca sativa</i> L.	Sla (alle rassen)
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	Tomaat (alle rassen)
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	- Bladpeterselie Groep - Wortelpeterselie Groep
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Pronkboon (alle rassen)
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	- Dwergboon groep - Stokboon Groep
<i>Pisum sativum</i> L.	- Rondzadige Doperwt Groep - Kreukzadige Doperwt Groep - Peul Groep
<i>Raphanus sativus</i> L.	- Radijs Groep - Rammenas Groep
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rabarber (alle rassen)
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schorseneer (alle rassen)
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine (alle rassen)
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinazie (alle rassen)
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Veldsla (alle rassen)
<i>Vicia faba</i> L.	Tuinboon (alle rassen)
<i>Zea mays</i> L.	- Suikermajs Groep - Pofmajs Groep

3° pre-basiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

4° basis-zaad: zaad

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens strenge regels voor de stelselmatige instandhouding ten aanzien van het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie " gecertificeerd zaad ",

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

5° gecertificeerd zaad: zaad

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van zaad van een aan het basiszaad voorafgaande generatie, dat kan voldoen aan de in de bijlagen 1 en 1 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat het hieraan voldoet;

b) dat vooral voor de voortbrenging van groenten bestemd is,

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 6, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad bepaalde voorwaarden;

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

e) dat onderworpen is aan een steekproefsgewijze officiële controle achteraf op zijn rasechtheid en raszuiverheid;

6° standaardzaad: zaad

a) dat voldoende rasecht en raszuiver is,

b) dat vooral voor de voortbrenging van groenten bestemd is,

c) dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2; en

d) dat onderworpen is aan een steekproefsgewijze officiële controle achteraf op zijn rasechtheid en raszuiverheid;

7° officiële maatregelen: maatregelen die genomen zijn:

a) door autoriteiten van een staat, of;

b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een staat, of

c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een Staat, mits de onder b) en c) genoemde personen, geen bijzonder voordeel ontleen aan het resultaat van deze maatregelen;

8° kleine verpakkingen EG: pakjes met een maximum nettogewicht aan zaad van:

a) 5 kg voor peulvruchten,

b) 500 g voor uien, kervel, asperge, snijbiet, rode biet, mei- en herfstrappen, watermeloen, reuzenpompoen, pompoen, wortelen, radijs, schorseneer, spinazie en veldsla;

c) 100 g voor alle andere groentesoorten;

9° derde land: land dat geen lid is van de Europese Unie;

10° gemeenschappelijke rassenlijst: de lijst van alle rassen waarvan het groentesoort, op grond van artikelen 16 en 17 van de Richtlijn nr. 2002/55/EG van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad, niet aan handelsbeperkingen ten aanzien van het ras is onderworpen;

11° nationale rassenlijsten: de nationale rassenlijsten voor landbouwgewassen of de rassenlijsten voor groentegewassen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen;

12° de Minister: de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

13° de Dienst: de "Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn" van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Wat punt 1° betreft, wordt neder "in de handel brengen", niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

a) beschikbaar stellen van zaaizaad van officiële onderzoeks- en controle instanties;

b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor het bereiden of de verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder "in de handel brengen" wordt ook niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voor zover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De voorwaarden voor de uitvoering van deze bepaling worden volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld door de Minister.

Art. 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister de in artikel 3, eerste lid, 2°, bedoelde soortenlijst.

Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de kruisingspartners, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — De certificering en het in de handel brengen

Art. 5. § 1. Het zaad van cichorei voor de industrie mag slechts in de handel worden gebracht indien :

1° het officieel is goedgekeurd als prebasiszaad, basiszaad of gecertificeerd zaad,

2° het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit en;

3° indien het gaat om rassen die voorkomen op de nationale rassencatalogi of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

§ 2. Het groentezaad ander dan cichorei voor de industrie kan slechts in de handel mag worden gebracht indien:

1° het officieel is goedgekeurd als prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad of standaardzaad,

2° het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit en;

3° indien het gaat om rassen die voorkomen op de nationale rassencatalogi of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

§ 3. Niettegenstaande de bepalingen van paragrafen 1, 1°, en 2, 1°, mag niet-bewerkt zaad in de handel wordt gebracht met het oog op bewerking, voor zover de identiteit van dit zaad wordt gewaarborgd.

Art. 6. § 1. Prebasiszaad en basiszaad dat niet voldoet aan de met betrekking tot de kiemkracht in bijlage 2 gestelde voorwaarden mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 5, § 1, 2° en § 2, 2°, officieel gecertificeerd en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een minimum bepaalde kiemkracht waarborgt. Wat de handel betreft, wordt die kiemkracht door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van het bepaalde in artikel 5, §1, 2°, en § 2, 2°, "basiszaad" en "gecertificeerd zaad", waarbij het officiële onderzoek in verband met de in bijlage 2 opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd en in de handel gebracht worden. De goedkeuring geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld.

De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres van de leverancier alsook het referentienummer van de partij vermeld.

§ 3. De bepalingen van §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 17 betreffende de voortplanting buiten de Europese Unie.

Art. 7. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 5, § 1, 1° en § 2, 1° kan de directeur van de Dienst:

1° aan op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde producenten toestemming verlenen om kleine hoeveelheden zaad in de handel te brengen voor wetenschappelijke of kweekdoeleinden,

2° aan de producenten die op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd zijn, toestemming verlenen om voor een bepaalde tijd zaad in de handel te brengen van een ras waarvoor in ten minste één lidstaat reeds een aanvraag tot opname op een nationale rassenlijst is ingediend en waarvoor specifieke technische gegevens zijn verstrekt. De bepalingen van beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

§ 2. De doeleinden waarvoor de in § 1, 1°, bedoelde toestemming wordt verleend, de voorschriften voor de etikettering van de verpakkingen alsmede de hoeveelheden waarvoor en de voorwaarden waaronder deze toestemming wordt verleend, worden door de Minister vastgesteld.

Art. 8. De Minister kan, wat de inlandse productie betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle soorten bijkomende of strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlagen 1 en 2.

Art. 9. De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheimgehouden.

Art. 10. Prebasiszaad, basiszaad, gecertificeerd zaad en standaardzaad mogen slechts in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking, die overeenkomstig artikelen 11 en 12 is voorzien van een sluitingssysteem en een merkteken.

De Minister kan afwijkingen van het eerste lid voorzien voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden van dit zaad ten behoeve van de laatste gebruiker, voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en aanduiding.

Niettegenstaande de bepalingen van het eerste lid kan de Minister de Waalse producenten toestemming geven om mengsels van standaardzaad van verschillende rassen van dezelfde soort in kleine verpakkingen in de handel te brengen. In dit geval worden de soorten en de regels betreffende de maximumafmetingen van de kleine verpakkingen alsook de etiketteringsvoorschriften volgens de beslissingen van de Europese Unie vastgesteld.

Art. 11. § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad en van gecertificeerd zaad, met uitzondering van kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad, zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat ze niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 12, § 1, bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officiële zegel worden aangebracht.

De in het tweede lid bedoelde maatregelen zijn niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

§ 2. Wanneer het officieel gesloten verpakkingen betreft, mag een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in artikel 12, § 1, voorgeschreven etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft v^{er}richt.

§ 3. Verpakkingen van standaardzaad en kleine verpakkingen van gecertificeerd zaad, worden gesloten zodanig dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in artikel 12, § 2, bedoelde etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Met uitzondering van kleine verpakkingen, worden zij bovendien door de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke persoon van een loodje of een gelijkwaardige sluiting voorzien.

In het geval van kleine verpakkingen van de categorie "gecertificeerd zaad" mag een eventueel herhaalde, nieuwe sluiting slechts onder officieel toezicht geschieden.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, kan de Minister afwijkingen van de §§ 1 en 2 vaststellen voor kleine verpakkingen van basiszaad, gesloten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 12. § 1. Verpakkingen van basiszaad en gecertificeerd zaad behalve kleine EG-verpakkingen van gecertificeerd zaad :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage 4, deel A en waarvan de gegevens gesteld zijn in één van de officiële talen van de Europese Unie;

2° bevatten binnenin een officieel certificaat in de kleur van het op de verpakking gekleefde etiket en met ten minste de in bijlage IV, deel A, sub a), punten 4 tot 7 voor het etiket voorgeschreven gegevens.

Wat punt 1° betreft, mag het etiket zich aan de binnenkant bevinden, indien het door de verpakking heen kan worden gelezen. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad en blauw voor gecertificeerd zaad.

Als het etiket van een gaatje voorzien is, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt.

Als, in een geval als bedoeld in artikel 6, het basiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2 met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld.

Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegelaten.

Volgens de beslissingen van de Europese Unie mag worden toegestaan dat de voorgeschreven aanduidingen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket.

Wat punt 2° betreft, moet het certificaat moet zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met het in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde officiële etiket. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, het etiket zich aan de binnenkant van de doorzichtige verpakking bevindt dan wel een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal wordt gebruikt.

§ 2. Verpakkingen van standaardzaad en kleine verpakkingen met zaad van de categorie gecertificeerd zaad worden overeenkomstig bijlage 4, deel B, voorzien van een etiket van de leverancier of van een gedrukte of gestempelde tekst, gesteld in een van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is blauw voor gecertificeerd zaad en donkergeel voor standaardzaad.

Behalve in geval van kleine verpakkingen standaardzaad moeten de op grond van dit lid voorgeschreven of toegestane gegevens duidelijk worden gescheiden van de andere gegevens die op het etiket of de verpakking worden verstrekt, met inbegrip van die bedoeld in artikel 13.

§ 3. Voor de rassen die op 1 juli 1970 algemeen bekend waren, mag bovendien melding worden gemaakt van een bepaalde instandhouding. Het is verboden melding te maken van bijzondere eigenschappen die verband houden met de instandhouding. Deze vermelding moet volgen op de naam van het ras, waarvan zij duidelijk gescheiden wordt, bij voorkeur door middel van een streepje. Deze vermelding mag niet opvallender zijn dan de naam van het ras. Elk voornemen om melding te maken van een instandhouding wordt aan de Dienst meegedeeld.

§ 4. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, kan de Minister afwijkingen van de §§ 1 en 2 vaststellen voor kleine verpakkingen van basiszaad en gecertificeerd zaad, gesloten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 13. § 1. In andere dan de in dit besluit bedoelde gevallen zijn de verpakkingen van basiszaad, van gecertificeerd zaad van alle soorten of van standaardzaad voorzien van een etiket van de leverancier in de vorm van een apart etiket, naast het officiële etiket, of in de vorm van op de verpakking zelf gedrukte informatie van de leverancier.

Welke gegevens op dat etiket moeten worden vermeld, wordt volgens de beschikkingen van de Europese Unie vastgesteld.

§ 2. Voor basiszaad en gecertificeerd zaad moet het in § 1 bedoelde etiket of de in § 1 bedoelde opgedrukte vermelding zo zijn opgesteld dat geen verwarring kan optreden met het in artikel 12, § 1, bedoelde officiële etiket.

Art. 14. De verpakkingen van prebasiszaad zijn aan de buitenkant voorzien van een officieel etiket waarop ten minste de in bijlage 4, punt A, bedoelde gegevens, alsmede het aantal generaties dat aan het zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" voorafgaat, zijn vermeld.

Het officiële etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep. Indien, in het geval als bedoeld in artikel 6, § 2, het zaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2, met betrekking tot de kiemkracht, is dit op het etiket vermeld.

Art. 15. Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk etiket dat op de partij zaad is aangebracht, of op elk al dan niet officieel document dat krachtens het bepaalde in dit besluit deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd.

Art. 16. In geval van een chemische behandeling van het basiszaad, het gecertificeerd zaad of het standaardzaad, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt. Bij kleine EG-verpakkingen kan deze vermelding rechtstreeks op of aan de binnenkant van de verpakking worden aangebracht.

Art. 17. § 1. Het groentezaad dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18 gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land, en dat in een andere lidstaat geogoogst is, kan op verzoek en onverminderd de bepalingen van dit besluit officieel in elke lidstaat worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage 1, voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, kan de Dienst ook machtiging verlenen voor de officiële goedkeuring als basiszaad, wanneer voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Groentezaad dat in de Europese Unie geogoogst is en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig § 1 moet:

1° worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, punten A en B, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 1, en,

2° vergezeld zijn van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, punt C.

§ 3. Het groentezaad dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land, en dat in derde land geogoogst is, kan op verzoek als gecertificeerd zaad officieel worden goedgekeurd in elke lidstaat, waarin het basiszaad ofwel voortgebracht is ofwel officieel gecertificeerd is, als het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die voor de betrokken categorie zijn vastgesteld in een krachtens artikel 18, § 1, vastgestelde beschikking betreffende de gelijkstelling, en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Art. 18. § 1. Groentezaad, ander dan prebasiszaad, dat in een land dat geen lid is van de Europese Unie is geogoogst, mag enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan basiszaad, aan gecertificeerd zaad en aan standaardzaad dat binnen de Europese Unie is geogoogst en beantwoordt aan de bepalingen van dit besluit.

Bovendien, moeten, in voorkomend geval, de door de Europese Unie vastgestelde bijzondere voorwaarden zijn vervuld.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld;

2° op het zaaizaad dat werd geogoogst in iedere nieuwe lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen in werking moet stellen om aan de bepalingen van richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad te voldoen.

Art. 19. § 1. Ten einde elke tijdelijke moeilijkheid op te heffen die zich voordoet bij de algemene voorziening met basiszaad, gecertificeerd zaad of standaardzaad in de Europese Unie die niet op een andere manier kan worden overwonnen, kan de directeur van de Dienst, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Commissie, voor een vastgestelde periode, in de voor het oplossen van de voorzieningsmoeilijkheden nodige hoeveelheden zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld, of zaad van rassen die noch in de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen noch in de nationale rassenlijst voorkomen, op het hele grondgebied van de Europese Unie tot de handel toelaten.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket of het etiket van de leverancier het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is voorgeschreven.

Voor zaad van rassen die niet op in § 1 bedoelde lijsten voorkomen, is het officiële etiket bruin van kleur.

Op het etiket moet steeds worden vermeld dat het zaad betreft van een categorie waarvoor minder strenge eisen gelden.

Art. 20. De minister kan de bijlagen bij dit besluit opheffen, aanvullen of wijzigen overeenkomstig de voorschriften van de instellingen van de Europese Unie, ook wegens de ontwikkeling van de wetenschappelijke of technische kennis.

HOOFDSTUK III. — Controle

Art. 21. De Dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van inlands zaad. Deze controle omvat :

1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaaizaad;

2° de keuring van het gewas op het veld;

3° het toezicht op de geogste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;

4° het onderzoek in laboratoria;

5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in artikelen 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 en 19;

6° de controle op de monsternemingen en op de onderzoeken die onder officiële controles zoals bedoeld in artikel 5 verricht zijn.

De Dienst is eveneens belast met de controle op het zaaizaad bedoeld in artikel 6, § 3.

De keuring schept voor de Dienst geen enkele specifieke verantwoordelijkheid waarop een eis tot schadevergoeding zou kunnen gegrond worden.

Art. 22. Het officiële zaadonderzoek vindt plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

Art. 23. § 1. Het in artikel 4, §1, 4°, d) en 5°, d) bedoelde onderzoek onder officieel toezicht moet aan volgende eisen voldoen :

1° de keurmeesters :

a) moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;

b) halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;

c) zijn officieel erkend door de directeur van de Dienst. Dat houdt in dat ze ofwel beëdigd zijn, ofwel dat ze een verklaring hebben ondertekend waarin zij zichzelf ertoe verbinden de regels voor officiële onderzoeken in acht te nemen;

d) voeren de keuringen onder officieel toezicht uit overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;

2° het te keuren zaadgewas wordt geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;

3° een gedeelte van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd;

4° een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geogste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtesten om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren;

5° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende keurmeesters die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend.

Het in lid 1, 3°, bedoelde gedeelte bedraagt ten minste vijf procent.

De in § 1, eerste lid, 5°, bedoelde straffen kunnen intrekking inhouden van de in § 1, eerste lid, 1°, c, bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

§ 2. Bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring gebeurt de bemonstering officieel of onder officieel toezicht volgens de vigerende internationale methoden of bij gebrek volgens de door de Minister vastgestelde methoden. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 25 wordt evenwel officieel uitgevoerd.

Deze bepalingen zijn ook van toepassing wanneer monsters van standaardzaad voor controle achteraf worden genomen.

Bij het onderzoek van het zaad voor de goedkeuring en bij de controle achteraf van het zaad, geschiedt de bemonstering uit homogene partijen. Het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage 3 vermeld. Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder een homogene partij verstaan een hoeveelheid zaad die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken heeft.

De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de bemonstering van het zaad wordt verricht door monsternemers die daartoe door de Dienst erkend zijn, onder de voorwaarden bedoeld in de punten 2°, 3° en 4°;

2° de monsternemers hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële monsternemers van zaad en afgesloten met officiële examens;

3° monsternemers van zaad zijn :

- a) zelfstandige natuurlijke personen;
- b) personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten de productie van zaad, de teelt van zaad, de behandeling van zaad of het in handel brengen van zaad niet tot voorwerp hebben, of
- c) personen tewerkgesteld door natuurlijke personen of rechtspersonen waarvan de activiteiten de productie van zaad, de teelt van zaad, de behandeling van zaad of het in handel brengen van zaad tot voorwerp hebben;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle;

5° met het oog op de controle bedoeld in § 2, vierde lid, 4°, maakt een deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers van zaad;

6° De Dienst vergelijkt de officiële afgenomen zaadmonsters met die van dezelfde partij die onder officieel toezicht werden afgenomen;

7° de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende monsternemers die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend;

8° overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie kan de Minister andere maatregelen nemen voor de bemonsteringen van zaad onder officieel toezicht.

Wat het vierde lid, 3°, c) betreft mag een monsternermer enkel monsters nemen op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst.

Wat het vierde lid, 4°, betreft, moeten, in geval van automatische monsterneming, gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle.

Wat het vierde lid, 5°, betreft, wordt dat deel uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Dat deel bedraagt minstens 5%; Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming.

Wat het vierde lid, 7°, betreft kunnen de straffen intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het afgenomen zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

§ 3. De in artikel 1, § 1, punten 4, d) en 5, d, bedoelde officiële zaadonderzoeken of onderzoeken onder officieel toezicht vinden plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

De onderzoeken van zaad onder officieel toezicht voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ze moeten worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in 2° tot 4° door onderzoekslaboratoria die door de Dienst daartoe erkend zijn;

2° het met het onderzoek van zaad belaste laboratorium :

- a) beschikt over een hoofdanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een dergelijk laboratorium;
- b) beschikt over zaadanalisten met de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële zaadanalisten en afgesloten met officiële examens;
- c) is gevestigd in lokalen en is voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring;
- d) gaat tot de onderzoeken over overeenkomstig de vigerende internationale methoden;

3° het met het onderzoek van zaad belaste laboratorium is :

a) een zelfstandig laboratorium, of

- b) een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf;

4° de door het laboratorium uitgevoerde zaadonderzoeken worden onderworpen aan een gepaste controle van de Dienst;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad;

6° de directeur van de Dienst stelt de straffen vast voor officieel erkende laboratoria belast met het onderzoek van zaad die schuldig worden bevonden aan bewust of door nalatigheid overtreden van de regels betreffende de officiële onderzoeken. Deze straffen zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend.

Wat het tweede lid, 3°, b), betreft, mag het laboratorium enkel zaadonderzoeken uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst.

Wat het vierde lid, 5°, betreft, wordt dat deel uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Dat deel bedraagt minstens 5%;

Wat het tweede lid, 6°, betreft, kunnen de straffen intrekking inhouden van de in 1° bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

Art. 24. In een keurings- en certificeringsreglement van groentezaad wordt door de Minister het volgende vastgesteld :

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de controle, bedoeld in artikel 21;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad en de geoogste producten te onderwerpen aan de controles bedoeld in artikel 21.

Art. 25. § 1. Door officiële steekproeven wordt nagegaan of het in de handel gebrachte zaad van groentegewassen en cichorei voor de industrie beantwoordt aan de Europese regelgeving.

§ 2. Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie neemt de Minister de nodige maatregelen opdat hij bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg van de volgende gegevens in kennis wordt gesteld :

- 1° de soort ;
- 2° het ras;
- 3° categorie ;
- 4° het land van productie en de officiële controledienst ;
- 5° het land van vervoer ;
- 6° de invoerder ;
- 7° de hoeveelheid zaaizaad.

Art. 26. § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens voorschriften van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;

2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht pootgoed in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van de plantaardige genetische hulpbronnen, minstens met betrekking tot:

a) landrassen en rassen die van oudsher op bepaalde plaatsen en in bepaalde regio's werden gekweekt en die bedreigd worden met genetische erosie, onverminderd het bepaalde in Verordening (EG) nr. 1467/94 van de Raad van 20 juni 1994 inzake de instandhouding, de karakterisering, de verzameling en het gebruik van genetische hulpbronnen in de landbouw;

b) rassen die geen intrinsieke waarde hebben voor de commerciële productie van gewassen doch die ontwikkeld zijn met het oog op de teelt onder bijzondere omstandigheden;

c) zaadmengsels van soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst van landbouwgewassen en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en semi-natuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;

3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in paragraaf 1, 2°, bedoelde specifieke voorwaarden omvatten met name de volgende punten:

1° in het in paragraaf 2, a), genoemde geval worden de landrassen en rassen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit toegelaten;

2° in de in paragraaf 1, onder a) en b), bedoelde gevallen, gepaste kwantitatieve beperkingen.

Met betrekking tot 2° wordt er met name rekening gehouden met de resultaten van niet-officiële tests en de kennis die vergaard is uit de praktische ervaring die is opgedaan tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik en de nauwkeurige beschrijvingen van de rassen en hun relevante omschrijvingen zoals deze aan de Dienst zijn medegedeeld; als deze toereikend zijn, volgt vrijstelling van het vereiste omtrent het officiële onderzoek. Na toelating van zo'n landras of ras zal dit landras of ras als "instandhoudingsras" in de gemeenschappelijke rassenlijst worden opgenomen.

Art. 27. De minimumgewichten vermeld in bijlage 3, 2, zijn niet van toepassing op de monsternemingen die uitsluitend worden verricht met het oog op de steekproefsgewijze controle van de kiemkracht van het in de handel gebrachte zaaizaad.

Art. 28. Voor de overeenstemming van het groentezaad en het zaad van cichorei voor de industrie met de voorschriften van dit besluit zijn verantwoordelijk, behoudens de mogelijkheid van rechtvaardiging :

1° als het gaat om een etiket bedoeld in bijlage 4, A :

a) degene voor wiens rekening de keuringsdienst de eerste officiële sluiting heeft verricht, of de invoerder als dit etiket de naam van een vreemde keuringsdienst draagt, indien echter de verpakkingen in het binnenland een nieuwe officiële sluiting ondergaan hebben;

b) degene voor wiens rekening de laatste officiële sluiting werd verricht, is verantwoordelijk wat de kiemkracht betreft;

2° als het gaat om een etiket bedoeld in bijlage 4, B, degene wiens naam is aangegeven op het etiket of de invoerder, indien het etiket de naam van een vreemde leverancier draagt;

3° de eigenaar of de houder, in de andere gevallen.

De verantwoordelijkheid van in punten 1° en 2° genoemde personen vervalt evenwel wanneer de verpakkingen werden geopend, anders dan om een nieuwe officiële sluiting te ondergaan, of wanneer na onderzoek is bewezen dat door de schuld van de koper-houder de waar niet meer in normale staat van goede bewaring is of haar oorspronkelijke kiemkracht heeft verloren.

Art. 29. De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijksoortige documenten moeten de aanduidingen dragen, die naar gelang van het geval, zijn voorgeschreven in bijlage 4, A, a) 4, 5, 6 en 7 of in bijlage 4, B, a, 4, 5 en 6.

Art. 30. De bereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar, vanaf de 1ste januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren ten einde ze zonder verplaatsing aan de beambten belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit, op hun verzoek voor te leggen.

Art. 31. Indien bij de controle achteraf te velde herhaaldelijk wordt vastgesteld dat zaad van een ras niet voldoende beantwoordt aan de voorwaarden met betrekking tot de rasechtheid of de raszuiverheid, kan de Dienst degene die voor het in de handel brengen van het zaad verantwoordelijk is, geheel of gedeeltelijk en eventueel voor een bepaalde periode verbieden dit zaad in de handel te brengen.

De krachtens het eerste lid getroffen maatregelen worden pas ingetrokken wanneer met voldoende zekerheid is gebleken dat het voor de handel bestemde zaad in de toekomst zal beantwoorden aan de voorwaarden met betrekking tot de rasechtheid en de raszuiverheid.

Art. 32. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Waals Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 33. Het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie, gewijzigd bij de ministeriële besluiten besluit van 6 juni 2007, 16 april 2010, 3 februari 2014 en 12 augustus 2016, wordt opgeheven.

Art. 34. Het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement van groentezaad en cichorei voor de industrie, blijft van toepassing totdat het uitdrukkelijk wordt vervangen.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2020.

Art. 36. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage 1

VOORWAARDEN VOOR GOEDKEURING TEN AANZIEN VAN HET GEWAS

1. Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.
2. Voor basiszaad dient ten minste één officiële veldkeuring plaats te vinden. Voor gecertificeerd zaad vindt ten minste één veldkeuring plaats, welke voor ten minste 20 % van de percelen per soort officieel steekproefsgewijs wordt gecontroleerd.
3. De staat waarin het vermeerderingsveld zich bevindt en de stand van het gewas moeten een voldoende controle van de rasechtheid, de raszuiverheid en de gezondheidstoestand mogelijk maken.
4. De minimumafstand tot in de buurt liggende gewassen die kunnen leiden tot ongewenste vreemdbestuiving, bedraagt voor:

<i>A. Beta vulgaris.</i>	
1. ten aanzien van een hieronder niet genoemde bestuivingsbron van het geslacht Beta	1000 meter
2. Ten aanzien van andere bronnen van stuifmeel van rassen van dezelfde ondersoort die tot dezelfde rassengroep behoort:	
a) voor basiszaad	1000 meter
b) voor gecertificeerd zaad	600 meter
3. Ten aanzien van andere bronnen van stuifmeel van rassen van dezelfde ondersoort die tot dezelfde rassengroep behoort:	
a) voor basiszaad	600 meter
b) voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>B. Brassicagewassen</i>	
1. Ten aanzien van bronnen van vreemd stuifmeel dat een ernstige schadelijke invloed kan uitoefenen op de rassen van de <i>Brassicagewassen</i> :	
a) voor basiszaad	1000 meter
b) voor gecertificeerd zaad	600 meter
Ten aanzien van andere bronnen van vreemd stuifmeel waardoor kruising met de rassen van de <i>Brassicagewassen</i> mogelijk wordt:	
a) voor basiszaad	500 meter
b) voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>C. Cichorei voor de industrie</i>	
1. Ten aanzien van andere soorten van dezelfde geslachten of ondersoorten	1000 meter
2. Ten aanzien van een ander ras van cichorei voor de industrie:	
a) voor basiszaad	600 meter
b) voor gecertificeerd zaad	300 meter
<i>D. Andere soorten</i>	
1. Ten aanzien van bronnen van vreemd stuifmeel dat een ernstige schadelijke invloed kan uitoefenen op rassen van andere gewassen, door kruisbestuiving verkregen:	
a) voor basiszaad	500 meter
b) voor gecertificeerd zaad	300 meter
2. Ten aanzien van andere bronnen van vreemd stuifmeel waardoor kruising met rassen van andere gewassen, door kruisbestuiving verkregen, mogelijk wordt:	
a) voor basiszaad	300 meter
b) voor gecertificeerd zaad	100 meter
Deze afstanden behoeven niet in acht genomen te worden, wanneer er voldoende bescherming tegen ongewenste vreemdbestuiving aanwezig is.	

5. Het gewas moet nagenoeg vrij zijn van plaagorganismen die de bruikbaarheid en de kwaliteit van het teeltmateriaal verminderen.

Het gewas moet tevens voldoen aan de eisen betreffende EU-quarantaineorganismen, plaagorganismen met quarantainestatus voor een beschermd gebied en gereguleerde niet-quarantaineorganismen die zijn opgenomen in de uitvoeringshandelingen vastgesteld overeenkomstig Verordening (EU) 2016/2031 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten, tot wijziging van de Verordeningen (EU) nr. 228/2013, (EU) nr. 652/2014 en (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van de Richtlijnen 69/464/EEG, 74/647/EEG, 93/85/EEG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG en 2007/33/EG van de Raad, alsook aan de krachtens artikel 30, paragraaf 1, van die verordening vastgestelde maatregelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juni 2020 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 2

VOORWAARDEN WAARAAN HET ZAAIZAAD MOET VOLDOEN

1. Het zaad moet voldoende rasecht en raszuiver zijn.
2. Het zaad moet nagenoeg vrij zijn van plaagorganismen die de bruikbaarheid en de kwaliteit van het teeltmateriaal verminderen.
Het zaad moet tevens voldoen aan de eisen betreffende EU-quarantaineorganismen, plaagorganismen met quarantainestatus voor een beschermd gebied en gereguleerde niet-quarantaineorganismen die zijn opgenomen in de uitvoeringshandelingen vastgesteld overeenkomstig Verordening (EU) 2016/2031, alsook aan de krachtens artikel 30, paragraaf 1, van die verordening vastgestelde maatregelen.
3. Het zaad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen:
 - a) Normen

Soort	Minimale mechanische zuiverheid (% van het gewicht)	Maximumpercentage zaden andere plantensoorten (% van het gewicht)	Minimumkiemkracht (% van de zuivere zaden of kluwens)
<i>Allium cepa</i>	97	0,5	70
<i>Allium fistulosum</i>	97	0,5	65
<i>Allium porrum</i>	97	0,5	65
<i>Allium sativum</i>	97	0,5	65
<i>Allium schoenoprasum</i>	97	0,5	65
<i>Anthriscus cerefolium</i>	96	1	70
<i>Apium graveolens</i>	97	1	70
<i>Asparagus officinalis</i>	96	0,5	70
<i>Beta vulgaris</i> (Groep van de rode biet)	97	0,5	50 (kluwens)
<i>Beta vulgaris</i> (verschillend van Groep van de rode biet)	97	0,5	70 (kluwens)
<i>Brassica oleracea</i> (Groep van de bloemkool)	97	1	70
<i>Brassica oleracea</i> (verschillend van de Groep van de bloemkool)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Groep van de Chinese kool)	97	1	75
<i>Brassica rapa</i> (Groep van de Meiraap)	97	1	80
<i>Caspium annuum</i>	97	0,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Groep van de Witlof, Groep van de Bladcichorei)	95	1,5	65
<i>Cichorium intybus</i> (Groep van de Chicorei voor de industrie (wortel))	97	1	80

<i>Cichorium endivia</i>	95	1	65
<i>Citrullus lanatus</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis melo</i>	98	0,1	75
<i>Cucumis sativus</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita maxima</i>	98	0,1	80
<i>Cucurbita pepo</i>	98	0,1	75
<i>Cynara cardunculus</i>	96	0,5	65
<i>Daucus carota</i>	95	1	65
<i>Foeniculum vulgare</i>	96	1	70
<i>Lactuca sativa</i>	95	0,5	75
<i>Solanum lycopersicum</i>	97	0,5	75
<i>Petroselinum crispum</i>	97	1	65
<i>Phaseolus coccineus</i>	98	0,1	80
<i>Phaseolus vulgaris</i>	98	0,1	75
<i>Pisum sativum</i>	98	0,1	80
<i>Raphanus sativus</i>	97	1	70
<i>Rheum rhabarbarum</i>	97	0,5	70
<i>Scorzonera hispanica</i>	95	1	70
<i>Solanum melongena</i>	96	0,5	65
<i>Spinacia oleracea</i>	97	1	75
<i>Valerianella locusta</i>	95	1	65
<i>Vicia faba</i>	98	0,1	80
<i>Zea mays</i>	98	0,1	85

b) De aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op groentezaad mag, althans bij visuele inspectie, de in de onderstaande tabel opgenomen respectieve drempelwaarden niet overschrijden:

Bacteriën		
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door gereguleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Geslacht of soort van groentezaad	Drempelwaarde voor de aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op het groentezaad
<i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis et al. [CORBMI]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas axonopodis</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Vauterin et al. [XANTPH]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas euvesicatoria</i> Jones et al. [XANTEU]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas fuscans</i> subsp. <i>fuscans</i> Schaad et al. [XANTFF]	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas gardneri</i> (ex Šutic 1957) Jones et al [XANTGA]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas perforans</i> Jones et al. [XANTFF]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
<i>Xanthomonas vesicatoria</i> (ex Doidge) Vauterin et al. [XANTVE]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %

Insecten en mijten		
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door gereguleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Geslacht of soort van groentezaad	Drempelwaarde voor de aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op het groentezaad
<i>Acanthoscelides obtectus</i> (Say) [ACANOB]	<i>Phaseolus coccineus</i> L., <i>Phaseolus vulgaris</i> L.	0 %
<i>Bruchus pisorum</i> (Linnaeus) [BRCHPI]	<i>Pisum sativum</i> L.	0 %
<i>Bruchus rufimanus</i> Boheman [BRCHRU]	<i>Vicia faba</i> L.	0 %
Nematoden		
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door gereguleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Geslacht of soort van groentezaad	Drempelwaarde voor de aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op het groentezaad
<i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kuehn) Filipjev [DITYDI]	<i>Allium cepa</i> L., <i>Allium porrum</i> L.	0 %
Virussen, viroïden, virusachtige ziekten en fytoplasma's		
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door gereguleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Geslacht of soort van groentezaad	Drempelwaarde voor de aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op het groentezaad
Pepino mosaic virus [PEPMV0]	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %
Potato spindle tuber viroid [PSTVD0]	<i>Capsicum annuum</i> L., <i>Solanum lycopersicum</i> L.	0 %

c) Andere normen of voorwaarden waaraan moet worden voldaan wanneer daarnaar wordt verwezen in de onder a) opgenomen tabel: in het geval van bepaalde soorten van *Zea mays* (suikermaïs, soorten, super-sweet) wordt het vereiste minimale kiemvermogen verminderd tot 80 % van de zuivere zaden. Het officiële etiket of het etiket van de leverancier, al naar gelang van het geval, draagt de melding "Minimaal kiemvermogen 80 %".

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juni 2020 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 3

GEWICHT VAN DE PARTIJEN EN MONSTERS

1. Maximumgewicht van een partij zaaizaad :	
a) zaad van <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> en <i>Vicia faba</i>	30 ton
b) zaadkorrels even dik als of dikker dan tarwekorrels, behalve <i>Phaseolus coccineus</i> , <i>Phaseolus vulgaris</i> , <i>Pisum sativum</i> en <i>Vicia faba</i>	20 ton
c) zaadkorrels kleiner dan tarwekorrels	10 ton
Het maximumgewicht van een partij mag met maximum 5 % worden overschreden.	
2. Minimumgewicht van een monster	
Soort	Gewicht (in g)
<i>Allium cepa</i>	25
<i>Allium fistulosum</i>	15
<i>Allium porrum</i>	20
<i>Allium sativum</i>	20
<i>Allium schoenoprasum</i>	15
<i>Anthriscus cerefolium</i>	20
<i>Apium graveolens</i>	5
<i>Asparagus officinalis</i>	100
<i>Beta vulgaris</i>	100
<i>Brassica oleracea</i>	25
<i>Brassica rapa</i>	20
<i>Caspium anuum</i>	40
<i>Cichorium intybus</i> (Witlof Groep Bladcichorei Groep)	15
<i>Cichorium intybus</i> (Industriële Cichorei Groep (Wortelcichorei))	50
<i>Cichorium endivia</i>	15
<i>Citrullus lanatus</i>	250
<i>Cucumis melo</i>	100
<i>Cucumis sativus</i>	25
<i>Cucurbita maxima</i>	250
<i>Cucurbita pepo</i>	150
<i>Cynara cardunculus</i>	50
<i>Daucus carota</i>	10
<i>Foeniculum vulgare</i>	25
<i>Lactuca sativa</i>	10
<i>Solanum lycopersicum</i>	20
<i>Petroselinum crispum</i>	10
<i>Phaseolus coccineus</i>	1000
<i>Phaseolus vulgaris</i>	700
<i>Pisum sativum</i>	500
<i>Raphanus sativus</i>	50
<i>Rheum rhabarbarum</i>	135
<i>Scorzonera hispanica</i>	30
<i>Solanum melongena</i>	20
<i>Spinacia oleracea</i>	75
<i>Valerianelle locusta</i>	20
<i>Vici faba</i>	1000
<i>Zea mays</i>	1000

Voor de F-1 hybriderassen van voornoemde soorten kan het minimumgewicht van het monster verminderd worden tot een vierde van het aangegeven gewicht. Het monster moet echter ten minste een gewicht van 5 g hebben en ten minste 400 zaden bevatten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 4 juni 2020 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

BIJLAGE 4

ETIKET

A. Officieel etiket (basiszaad en gecertificeerd zaad, met uitzondering van kleine verpakkingen)*I. Te vermelden gegevens:*

1. « EG-regels en -normen ».
2. Certificeringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.
3. Officieel volgnummer
4. - Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven: « gesloten in ... (maand en jaar)»; of - Maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven: "monster genomen in (maand en jaar)".
5. Partijnummer
6. Soort, ten minste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.
7. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.
8. Categorie.
9. Producerend land.
10. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zuivere zaden.
11. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht zuiver zaad en het totale gewicht.
12. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :
 - voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in deze richtlijn: de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd,
 - voor basiszaad in andere gevallen: de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd,
 - voor gecertificeerd zaad: de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord „hybride”.
13. Waar ten minste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden "nacontrole verricht in ..." (maand en jaar) worden vermeld.

II. Minimale afmetingen :

110 mm x 67 mm.

B. Etiket van de leverancier of tekst op de verpakking (standaardzaad en kleine verpakkingen van de categorie "gecertificeerd zaad")**I. Te vermelden gegevens:**

1. "EG-systeem";
2. Naam en adres of kenmerk van de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke persoon.
3. Verkoopseizoen van de sluiting of van het laatste onderzoek van de kiemkracht Het einde van dit verkoopseizoen kan worden aangegeven. Het einde van dit verkoopseizoen kan worden aangegeven.
4. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift;
4. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift;
6. Categorie; bij kleine verpakkingen kan gecertificeerd zaaizaad worden aangeduid met de letters "C" of "Z" en standaardzaad met de letters "St".
7. Referentienummer, opgegeven door de voor het aanbrengen van de etiketten verantwoordelijke — voor standaardzaad;
8. Referentienummer om de gecertificeerde partij te kunnen identificeren voor gecertificeerd zaad.
9. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zuivere zaden, behalve voor kleine verpakkingen tot 500 gram;
10. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de vermelding van de aard van het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de klwens of zuivere zaden en het totale gewicht.

II. Minimumafmetingen van het etiket (behalve voor kleine verpakkingen)

110 mm x 67 mm.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 4 juni 2020 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

BIJLAGE 5

ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET DEFINITIEF GOEDGEKEURD ZAAD DAT IS
GEOOGST IN EEN ANDERE LID-STAAT**A. Op het etiket te vermelden gegevens**

- Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en lidstaat of hun kenteken;
- Officieel volgnummer
- Soort, ten minste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.
- Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.
- Categorie.
- Referentienummer van het veld of van de partij.
- Opgegeven netto- of brutogewicht.
- De melding "Niet definitief gecertificeerd zaad".

B. Kleur van het etiket :

Het etiket is grijs van kleur.

C. Op het document te vermelden gegevens :

- Instantie die het document afgeeft.
- Officieel volgnummer
- Soort, ten minste in Latijns schrift aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, dan wel de gewone benaming, of beide.
- Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.
- Categorie.
- Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land/de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd.
- Referentienummer van het veld of van de partij.
- Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij.
- Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen
- Aantal generaties na het basiszaad in het geval van gecertificeerd zaad.
- Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is aan de gestelde voorwaarden is voldaan.
- In voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 4 juni 2020 betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

Namen, 4 juni 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS